Distribution limitée

FEM.4

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

# L'INTEGRATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

## LE ROLE DU SAVOIR TRADITIONNEL

PLEASE RETURN TO REFERENCE UNIT
COL-T
2022

par

la Fondation M.A. Singamma Sreenivasan

'Tharanga' 10th Cross, Rajmahal Vilas Extension

Bangalore, Inde

Les vues exprimées dans le présent document, la sélection des faits et l'interprétation qui en est donnée engagent la seule responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'Unesco.

(SHS-89/WS/8)

# TABLE DES MATIERES


Page

CHAPITRE 1

L'intégration des femmes à la planification du développement - Le rôle du savoir indigène ..... 1

Introduction ..... 1
Résumé des conclusions ..... 3

CHAPITRE 2

Méthodologie ..... 5

Quelques renseignements généraux sur les districts du sud-Kanara, de Mysore et de Dharmapuri ..... 7

CHAPITRE 3

Etude de cas 1 - Rôle et intérêt des marchés ruraux ..... 11
Introduction ..... 11

Les marchés et les producteurs du district d'Almora ..... 16
Les systèmes de commercialisation dans le Kumaon ..... 16

CHAPITRE 4

Etude de cas 2 - Pratiques traditionnelles d'entreposage ..... 21

CHAPITRE 5

Etude de cas 3 - Pratiques rituelles liées à la santé ..... 29

CHAPITRE 6

Besoins techniques au niveau de l'application ..... 35

CHAPITRE 7

Intégration de cette expérience aux mécanismes du développement ..... 39
Situation d'ensemble ..... 39
Quelques problèmes de mise en oeuvre ..... 41

Les emplois traditionnellement féminins ..... 42
Production laitière ..... 42
Siriciculture ..... 47

Intégration de la sagesse traditionnelle aux projets de développement concernant les femmes ..... 49
1. Les marchés traditionnels ..... 49
2. Pratiques traditionnelles d'entreposage ..... 52
3. Pratiques sanitaires traditionnelles ..... 54

ANNEXE 1 - REFERENCES ..... 55

ANNEXE 2 - FIGURES ..... 57

ANNEXE 3 - GLOSSAIRE ..... 65

ANNEXE 4 - ETUDE PORTANT SUR LE KUMAON ..... 67

# CHAPITRE 1

## L'intégration des femmes à la planification du développement

## Le rôle du savoir indigène

### INTRODUCTION

Il est communément admis qu'une conception valable et une mise en oeuvre efficace du développement passent notamment par la participation de ceux qui doivent en bénéficier. Cet élément est d'autant plus déterminant que le dénuement et la dépendance sont marqués. En d'autres termes, il est plus important pour ceux qui sont pauvres, laissés-pour-compte ou victimes de discrimination, que pour ceux qui se sont déjà élevés dans l'échelle sociale d'être associés à la préparation de leur avenir, notamment dans ses aspects matériels.

Cette constatation ressort de l'analyse d'expériences menées en matière de développement, du point de vue de l'équité comme de l'efficacité.

Le choix des objectifs prioritaires du développement ou des mécanismes à mettre en place pour les atteindre exprime évidemment les préférences de la classe ou du groupe social dominant. Ce choix est d'autant plus important que les ressources sont modiques. Il ne pourra y avoir équité, en particulier à la lisière de la pauvreté et de la faim, que si l'ordre des priorités est établi par les plus défavorisés.

Ceux qui ont franchi l'obstacle de la faim et de la maladie n'aspirent pas aux mêmes biens et services que ceux qui souffrent encore de malnutrition. Par ailleurs, au sein même d'une seule catégorie sociale, les préférences collectives des femmes diffèrent de celles des hommes.

Cette démonstration vaut aussi pour l'efficacité. Si les services ou les facteurs de développement ne sont pas adaptés aux ressources, aux compétences ou au milieu de la personne ou du groupe auxquels ils sont destinés, leur assimilation et leur utilisation seront lentes, voire limitées.

Lorsqu'il est admis que le processus du changement économique et social doit émaner de ceux auxquels il est destiné, une mesure apparaît nécessaire, voire indispensable. Outre qu'elle donnerait au processus plus d'équité et d'efficacité, elle permettrait d'utiliser au mieux les ressources disponibles, tout en préservant un élément majeur du changement, à savoir la continuité.

Cette mesure, c'est l'utilisation du savoir propre aux individus ou groupes indigènes. La connaissance des aspirations du groupe mais aussi de son vécu en la matière - ses aspirations ont-elles été réalisées ou déçues ? - permet de préserver le lien entre le passé et l'avenir et d'inscrire le progrès dans le cadre de la continuité culturelle.

La valeur de cette démarche, qui consiste à s'inspirer des connaissances indigènes, en particulier lorsqu'elles ont été appliquées à un développement, est aujourd'hui largement reconnue. Les organisations internationales, qu'il s'agisse d'organismes spécialisés des Nations Unies tels que la FAO, l'Unesco, l'OIT ou l'Institut de recherche pour le développement social ou d'organismes sectoriels - l'Institut international pour l'environnement et le développement (Londres), le Centre de liaison pour l'environnement (Nairobi), ou la Commission Sud - ont pris conscience de l'importance de ce savoir et du risque qu'il y aurait à le négliger.

Maintes raisons expliquent ce souci nouveau de ne pas méconnaître l'intérêt des connaissances locales :

- Premièrement, la stratégie de croissance et de développement économiques suivie par les pays industrialisés ou ceux qui se développent rapidement a généralement entraîné la destruction de l'assise même du développement, à savoir les ressources naturelles, l'air, l'eau, et le sol. Ceux qui ne sont pas encore totalement engagés dans la voie de la modernisation se voient ainsi stoppés dans leur progression. On s'efforce donc de concevoir des stratégies de développement ou de production qui n'entraîneraient pas la destruction des facteurs mêmes de production (Rapport Brundtland, Rapport Brandt, etc.).

- Deuxièmement, la pénurie de ressources, notamment financières et technologiques, qui a atteint un niveau critique en raison non seulement des problèmes liés au marché international des capitaux mais aussi des positions quelque peu monopolistes des pays riches, l'accentuation du clivage Nord-Sud, l'incapacité des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le FMI d'atténuer les tensions. Face à ce défi, à cette menace, on assiste à un regain d'intérêt pour des stratégies tournées vers l'intérieur, notamment des stratégies d'autosuffisance, et donc pour les anciennes pratiques d'autosuffisance suivies par les communautés/peuples avant que les politiques ne soient axées vers l'extérieur.

- Troisièmement, une crise culturelle/intellectuelle se manifeste dans toutes les couches de la société - en général sous la forme de problèmes d'ajustement dus à une culture dominante imposée de l'extérieur à certaines cultures déjà anciennes. A l'époque impérialiste, cette oppression culturelle a pris une forme dont on peut dire que, même douloureuse et désastreuse, elle fut un mal pour un bien puisqu'elle provoqua la naissance du sentiment national dans la plupart des pays. Mais aujourd'hui, il s'agit d'une ingérence d'une autre nature. Les influences qui y pénètrent, telle la soif de consommation, sont d'ordre économique. Cette demande de biens, à laquelle ne correspond pas nécessairement une offre durable, ébranle les fondements de nombreuses sociétés. Il existe une autre forme d'infiltration, la transformation de modes communautaires de comportement social et politique en modes de comportement individuels. Il est bien plus difficile de résister à ce type d'influences et de les rejeter une fois qu'elles font partie intégrante des orientations et des programmes de la société.

Les études de cas, qui ont plutôt valeur indicative, ont porté sur les trois domaines suivants :

1. Marchés traditionnels
2. Stockage des céréales
3. Pratiques sanitaires traditionnelles.

Ces études de cas portent à la fois sur les institutions, l'habitat et l'aménagement urbain et rural, en s'appuyant sur des exemples tirés du secteur agricole dans le domaine vital des semences et des céréales et du domaine de la santé s'agissant d'un groupe sensible et très vulnérable, les femmes indiennes. Elles portent toutes sur un seul Etat, le Karnâtaka, bien que les pratiques étudiées soient très répandues, non seulement en Inde, mais aussi dans d'autres pays/communautés de tradition ancienne. Ces pratiques sont toujours en vigueur - ce qui démontre leur force et leur utilité pratique, mais commencent à céder du terrain.

RESUME DES CONCLUSIONS

Ces études font apparaître que la population, en l'occurrence rurale, essentiellement féminine et pauvre, produit, stocke et fait du commerce à l'aide de matériaux locaux et facilement accessibles et en utilisant les espaces locaux. L'action qu'elle mène lui permet d'atteindre les buts mêmes du développement ou de l'effort de lutte contre la pauvreté, à savoir des ressources mieux utilisées, mieux réparties et plus accessibles, des possibilités d'emploi et d'acquisition de revenus et la protection des jeunes filles.

Ces pratiques peuvent accélérer le développement. Ainsi les marchés hebdomadaires à la campagne offrent à nombre de productrices et de commerçantes des points de vente peu coûteux, voire gratuits. S'il leur fallait écouler leur marchandise dans de véritables magasins, elles n'auraient ni les moyens de se procurer des emplacements, ni le temps de se consacrer à leur commerce toute la semaine, ni les capitaux nécessaires pour constituer des stocks. Enfin et surtout, la demande ne serait pas suffisante pour leur assurer une semaine de travail. Leur clientèle est généralement faite de gens pauvres qui ne peuvent acheter régulièrement ce dont ils ont besoin. Les femmes qui vendaient leurs produits une fois par semaine ou par mois ont souvent une autre occupation : les pauvres ont toujours plusieurs sources de revenus, ce qui constitue pour eux une sorte de garantie mais illustre aussi le caractère irrégulier et mal rémunéré de leur emploi.

En utilisant les procédés locaux de conservation et de lutte antiparasitaire pour le stockage des semences, la population locale évite d'utiliser non seulement des substances chimiques toxiques, mais aussi des silos métalliques coûteux et des entrepôts centralisés pour la conservation de ses stocks. Le stockage se fait chez l'habitant ce qui facilite l'accès aux marchandises et supprime les frais de transport. Dans le cas des semences et des céréales, cette facilité d'accès est considérée comme l'un des principaux facteurs contribuant à assurer la sécurité alimentaire des femmes et des familles. Mais ces pratiques, qui exigent la connaissance de techniques artisanables et de fabrication, sont en voie de disparition. En outre, la transformation axiologique de la société - le passage des valeurs communautaires aux valeurs individuelles - en a limité la viabilité, comme l'illustre le cas des "greniers" souterrains de ragi.

Certes l'abandon ou la disparition du rituel est émancipateur, mais il faut en payer le prix. Les soins rituels donnés aux jeunes filles et aux femmes lors de la menstruation et de l'accouchement sont peu à peu tombés dans l'oubli de même que les autres pratiques traditionnelles. La population féminine est ainsi non seulement asservie par une société patriarcale mais aussi exposée aux dangers d'un système de santé inadéquat - une double croix qui se traduit par des taux de mortalité élevés parmi les adolescentes. Si ces pratiques rituelles avaient été étudiées, adaptées et intégrées au schéma local de développement, la situation des femmes s'en serait trouvée renforcée. Leur propre savoir aurait été valorisé et utilisé. Il n'y aurait eu nul besoin de formation ni de "sensibilisation", non plus que de coûteux investissements en bâtiments, en équipement ou même en réseaux de distribution.

Ces exemples font apparaître que le recours à la sagesse locale favorise l'équité, l'efficacité, l'utilisation optimale des ressources et le développement. Pareille prise de conscience de la valeur du savoir des pauvres et des défavorisés débouche sur un effort sincère pour identifier et consigner le savoir existant puis tenter de le comparer aux connaissances modernes correspondantes et de le réintroduire, à tous les niveaux, dans les connaissances et les consciences :

- de ceux qui possèdent déjà ce savoir mais l'ont oublié sous l'emprise du savoir extérieur ;

- de ceux qui sont enseignants et doivent faire en partie abstraction de ce qu'ils ont appris et avoir l'humilité de se recycler en "reconnaissant" ce nouveau savoir ;

- enfin des théoriciens de la connaissance, des penseurs qui, à de nombreux égards, sont en fin de compte ceux qui influent sous le changement.

Compte tenu de ce qui précède, la Fondation M.A. Singamma Sreenivasan a décidé de se mettre en quête de ce savoir. Elle a pour objectif d'identifier certaines pratiques locales de développement et de les évaluer par rapport aux pratiques "modernes importées", ainsi que de déterminer dans quelle mesure le recours aux pratiques traditionnelles influerait sur les orientations et les programmes locaux.

## CHAPITRE 2

### Méthodologie

Pour recueillir des informations sur ces pratiques, des enquêteurs se sont rendus sur place dans les villages. Ils ont systématiquement interrogé la population à l'aide d'un questionnaire informel, et ont eu avec elle, en particulier avec les femmes, des discussions de groupe ou des entretiens en tête-à-tête. Ils ont observé les pratiques en vigueur et les ont consignées par écrit.

Il en est résulté des "essais" plutôt que des études de cas. Pour que ce premier effort puisse être à l'origine de programmes d'enseignement, il faudrait qu'il soit techniquement étoffé et approfondi avec le concours d'institutions scientifiques et culturelles.

Le travail de recensement des pratiques indigènes de développement s'est déroulé selon le plan ci-après :

1. Une série d'échanges de vues avec des anthropologues, du personnel de terrain, des scientifiques et des technologues faisant partie du réseau de spécialistes de Delhi, de Bangalore et d'autres agglomérations.

2. La lecture des ouvrages consacrés à la tradition et des débats sur la tradition et le développement (se reporter à la liste).

3. L'identification des régions où ces informations pourraient être recueillies au moyen de rapides voyages d'étude.

4. L'examen des résultats obtenus au cours de ces voyages pour déterminer dans quelle mesure ces pratiques méritent d'être étudiées.

5. Des visites sur le terrain dans les régions rurales. Ces visites ont été prévues dans les zones où l'on pouvait compter sur la collaboration d'un organisme public ou privé local afin de trouver sur place l'aide nécessaire.

6. Des séjours de trois à quatre semaines afin de permettre aux enquêteurs de se déplacer, d'observer les pratiques, d'interroger la population à leur sujet et de comprendre pourquoi certaines subsistent et d'autres pas.

Ont été retenues les circonscriptions de Hunsur dans le district de Mysore, d'Udipi dans celui du sud-Kanara (Karnâtaka), de Hosur dans le district de Dharmapuri (Tamil-Nadu) et de Kumaon dans celui d'Almora (Uttar Pradesh).

Pour les études de cas relatives aux pratiques de stockage et aux pratiques sanitaires traditionnelles, on a choisi Hunsur dans le district de Mysore et Udipi dans le district du sud-Kanara.

Le premier site a été choisi pour les raisons suivantes :

1. la circonscription de Hunsur est considérée comme relativement arriérée ;

2. elle abrite plusieurs communautés tribales connues pour la richesse de leurs traditions ;

3. on y trouve des organisations bénévoles telles que DEED dont les contacts au sein des communautés villageoises se sont révélés précieux.

Le choix de la région du sud-Kanara s'explique comme suit :

1. Le district est considéré comme l'un des plus avancés du Karnâtaka ;

2. deux études importantes concernant les femmes et le développement y ont déjà été conduites, l'une en 1981, sur intégration des besoins des femmes dans le plan quinquennal, et l'autre en 1984 sur les ménages dont le chef de famille est une femme. Les données et les recommandations qui en ont résulté pourraient servir de toile de fond aux recommandations de la présente étude.

Au cours de cette étude, les enquêteurs se sont rendus dans huit villages au total, quatre dans la circonscription de Hunsur et quatre dans celle d'Udipi :

| | Hunsur | Udipi |
|---|---|---|
| 1. | Dasanapura | Subramanya Guddae |
| 2. | Doddahejjur | Puttur |
| 3. | Chickhejjur | Kadekar |
| 4. | Neralakuppe | Parkala |

La sélection a été opérée selon la méthode du sondage aléatoire. L'étude englobait aussi les villages de Yeshwantapur dans la circonscription de Malur et de T. Bekuppe dans celle de Kanakapura. Il s'agissait surtout dans ces deux derniers cas de visites de répérage destinées à déterminer de grands domaines d'étude.

Au départ, les chercheurs n'ont pas tenté de cerner trop précisément ce que recouvraient à leur sens les notions de "tradition" ou de "sagesse". Avec le concours de personnes compétentes, telles que spécialistes de l'agriculture, anthropologues, sociologues, ils ont dressé une liste des pratiques considérées comme "traditionnelles" et "excellentes". Cette liste de contrôle a été mise à l'essai à T. Bekuppe, un village de la circonscription de Kanakapura dans le district de Bangalore. A l'issue de cette enquête pilote, une liste plus détaillée a été élaborée et utilisée pour interroger les habitants des circonscriptions de Hunsur et d'Udipi. La plupart du temps, avant de s'adresser aux villageois, l'équipe est entrée en contact avec les responsables de l'école ou le personnel de l'anganwadi (crêche). Ce personnel entretenant d'excellents rapports avec les habitants, il a été facile de réunir les femmes pour procéder à des discussions et des interviews de groupe.

A la recherche de la tradition, il a paru judicieux de se mettre à l'écoute des personnes âgées. L'aide du personnel de l'anganwadi a été précieuse en ce qu'il a su localiser ces personnes et surtout mettre les enquêteurs en contact avec les plus loquaces. Les débats de groupe ont eu lieu le plus souvent au centre. Ils rassemblaient de trois à vingt personnes. Les discussions ont toujours été très animées, les femmes se disputant parfois vivement à propos de certains détails des pratiques qu'elles décrivaient. Les groupes rassemblaient en général des jeunes mères et des femmes âgées. (Des jeunes filles (adolescentes) assistaient aux débats).

Pour des interviews et des observations approfondies, les villageoises étaient contactées personnellement chez elles ou sur leur lieu de travail (dans les champs).

Vu l'ampleur du thème, il a été décidé de limiter l'étude des "pratiques traditionnelles" aux grands domaines suivants : marchés traditionnels - pratiques traditionnelles de stockage - pratiques sanitaires traditionnelles se rapportant aux principales étapes de la vie des femmes.

Ces trois domaines ont été choisis parce qu'ils sont étroitement associés à la vie des femmes en Inde.

## Quelques renseignements généraux sur les districts du sud-Kanara, de Mysore et de Dharmapuri

### SUD-KANARA

Le sud-Kanara, l'un des deux districts côtiers du Karnâtaka, est situé dans la plaine qui borde le littoral à l'ouest. Il est séparé du reste de la péninsule que forme le Sud de l'Inde par les Ghâts occidentaux qui constituent la limite naturelle du district à l'est tandis que la mer d'Oman en est la frontière naturelle à l'Ouest. Il s'étend sur 8.441 km$^2$ et se situe entre 12° et 27° de latitude et entre 74°35' et 75°40' de longitude.

Le climat et la nature du sol ont toujours favorisé la croissance spontanée d'une grande variété de plantes et d'arbres dans la quasi-totalité de la région. Les pentes des Ghâts occidentaux en particulier sont couvertes d'une végétation dense. Dans la plaine côtière en revanche, le paysage est moins arboré.

Le climat du sud-Kanara est moite et étouffant pendant la saison chaude. Les précipitations annuelles moyennes sont de 3.930 mm, et plus on s'éloigne de la côte, plus il pleut.

Les terres arables du district sont destinées à la riziculture ou à l'horticulture. Il existe en outre plusieurs catégories de rizières, en fonction des quantités d'eau disponibles et de la fertilité du sol. La première, appelée "bailu", comprend les champs de basse altitude où l'eau abonde. Le meilleur "bailu" est le "Kolake-gadde" qui produit trois récoltes de riz par an, alors que la catégorie ordinaire de "bailu-gadde" ne donne que deux récoltes de riz et une de céréales et que le "patlu-gadde", qui reste inondé pendant les premiers mois de la mousson, ne produit qu'une bonne récolte de riz.

Le deuxième type de rizière, appelé "majulu", n'est pas irrigué aussi abondamment et produit deux récoltes de riz ou une récolte et riz et une autre de légumineuses. La troisième catégorie de terres, appelée "bettu", est entièrement alimentée par l'eau de pluie et donne une bonne récolte de riz chaque année. On appelle "bagayat" les terres qui se prêtent à la culture des aréquiers et des cocotiers.

Le paddy, principale culture du district, est produit dans toutes les circonscriptions. Il y a trois saisons bien distinctes, appelées "yenel" ou "karti" (de juin-juillet à septembre-octobre), "suggi" (d'octobre-novembre à janvier-février) et "kolke" (de janvier-février à avril-mai). Pendant le "yenel", les cultures sont alimentées par les eaux de pluie alors qu'il faut recourir à l'irrigation pendant les autres saisons. Le paddy constitue près de 70 % de la récolte du yenel, le ragi, les piments, la patate douce, le gingembre et les légumes en représentant le reste. Différents types de légumes verts et secs - haricots et pois - sont les principaux produits de la deuxième saison. La canne à sucre est exclusivement cultivée dans les circonscriptions côtières, en particulier Udipi et Mangalore. Les autres cultures importantes du district sont la noix d'arec, la noix de coco, les piments, le cajou, le clou de girofle, les fruits - banane et ananas - et les légumes.

### MYSORE

Ce district est situé dans la partie méridionale du Dekkan à l'extrême sud de l'Etat de Karnâtaka. Il s'étend sur une superficie de 11.954 km$^2$, entre 11°30' et 12°50' de latitude Nord et par 75°45 de longitude Est. Tout au Sud, la région est couverte de forêts denses et la terre est presque uniformément recouverte d'un terreau rouge. Les circonscriptions occidentales sont délimitées par les hautes

chaînes des Ghâts occidentaux. Les types de sols prédominants sont les sols rouges sablonneux provenant de roches granito-gneissiques et peuvent comprendre de purs sols sableux aussi bien que les sols noirs qui se prêtent à la culture du coton. Le relief des circonscriptions de Periyapatna, Heggadadevankote et Hunsur est accidenté et recouvert d'une mince couche de terre rouge. La région jouit d'un climat tempéré tout au long de l'année. La saison des pluies dure de mai à octobre, les précipitations annuelles se situant au maximum entre 620 et 880 mm à Hunsur, Periyapatna et Heggadadvanakote de même que dans certaines parties des circonscriptions de Chamarajanagar et de Kollegal.

La hauteur normale des précipitations annuelles est de l'ordre de 760 mm sur une période de sept mois, de la deuxième moitié d'avril à octobre. Environ 17 % des terres sont ensemencées plus d'une fois par an. Une grande partie est donc soumise à une culture intensive afin de produire deux récoltes par an dans des conditions d'irrigation. L'irrigation par canaux, caractéristique du district, est pratiquée sur environ 18 % de la surface nette cultivée.

Le régime foncier est dominé par la petite propriété, étant donné que plus de 70 % des exploitations font moins d'un hectare. Les exploitations marginales de petite dimension sont donc les plus nombreuses dans la région.

DHARMAPURI

Le Dharmapuri est situé entre 11°46' et 12°52' de latitude Nord et entre 77°88' et 78°46' de latitude Est. Il s'étend sur 9.643 $km^2$ dont environ 3.200 $km^2$ de forêts. Les principaux cours d'eau sont le Cauvery et le South Pennar. Le Cauvery entre dans la région à sa limite occidentale et coule le long de ses frontières occidentale et méridionale. Le district peut être subdivisé en trois régions naturelles, le Balaghat, le Baramahal et le Talaghat. Le Balaghat est formé de la circonscription de Hosur et de la partie Nord-Est de la circonscription de Krishnagiri. Le Baramahal est un vaste bassin situé à 400 m d'altitude et composé de toute la circonscription de Dharmapuri et de la plus grande partie de celles de Krishnagiri et de Hosur. Le Talaghat est constitué des autres régions situées à l'Est et au Sud. Le district de Dharmapuri comprend huit circonscriptions : Dharmapuri, Harur, Pennagaram, Krishnagiri, Uthanagarai, Palacode, Hosur, Denkanikottai. La totalité des terres arables est de 498.223 ha dont 477.640 sont effectivement cultivés.

ENQUETE SUR LE TERRAIN

PROFILS DE VILLAGES

Tableau 1 - UDUPI

| Nom | Population totale | Hommes | Femmes | Ménages |
|---|---|---|---|---|
| 1. Subramanya Gudda | 1.012 | 501 | 511 | 130 |
| 2. Puttur | 1.101 | 494 | 507 | 150 |
| 3. Kadekar | 1.318 | 657 | 661 | 162 |
| 4. Parkala | 720 | 354 | 366 | 177 |

Tableau 2 – HUNSUR

| Nom | Population totale | Hommes | Femmes | Ménages |
|---|---|---|---|---|
| 1. Dasanpura | 205 | 102 | 103 | 37 |
| 2. Dodda Hejjur | 511 | 255 | 256 | 56 |
| 3. Chick Hejjur | 191 | 100 | 91 | 34 |
| 4. Neralakuppe | 127 | 72 | 55 | 32 |

Tableau 3 – PROFIL DE T. BEKUPPE

| Village | Circonscription | District | Population totale | Hommes | Femmes | Nombre de ménages |
|---|---|---|---|---|---|---|
| T. Bekuppe | Kanakapur | Bangalore | 809 | 421 | 388 | 144 |

# CHAPITRE 3

## ETUDE DE CAS 1

## Rôle et intérêt des marchés ruraux

### INTRODUCTION

Dans la plupart des régions du Sud, il existe des bazars ou, comme on les appelle en Inde, des haats ou shandies. Il s'agit de marchés qui se tiennent une fois par semaine ou par mois ou pendant les périodes de fêtes, généralement toujours au même endroit, sur un trottoir, une place ou dans une rue. Leur fréquence et leurs dates sont connues de la communauté qui attend souvent les jours de marché. Parfois, ils sont consacrés à une marchandise particulière, comme le bétail ou la laine, parfois ils se déroulent pendant des fêtes et ont un caractère rituel. Dans la majorité des cas, on y trouve de tout et ce sont de véritables supermarchés.

Ces marchés doivent leur popularité au fait que leurs prix sont souvent inférieurs à ceux des marchés permanents, pour la double raison qu'ils offrent des installations bon marché, et que souvent les producteurs vendent eux-mêmes leurs marchandises.

La plupart de ces vendeurs ont d'autres activités professionnelles et ce qu'ils gagnent les "jours de marché" constitue donc pour eux un revenu d'appoint.

Une autre caractéristique de ces marchés qui font partie des traditions culturelles est qu'ils sont le lieu de la socialisation et, par suite, de la politisation des communautés dispersées. Lucille Mair, une spécialiste des sciences sociales, est d'avis que les mouvements de résistance, notamment la lutte pour l'indépendance, y sont nés, que les intentions de vote s'y décident, tout comme les mariages, et même qu'ils favorisent le partage des connaissances.

Toutefois, la modernisation, en particulier l'aménagement des zones urbaines, tend à faire disparaître ces marchés. Les responsables de l'aménagement, en particulier les urbanistes, donnent la préférence aux marchés permanents où les commerçants sont installés à demeure. Les vendeurs ambulants sont considérés comme des éléments de trouble susceptibles de perturber la circulation. Les petites villes qui surgissent au milieu des zones rurales imitent également les grandes villes et remplacent les marchés ouverts par des installations en dur. Le caractère informel de ces marchés fait qu'on a encore plus tendance à considérer qu'ils ne méritent pas d'être maintenus sous leur forme actuelle ou de servir de modèle pour l'aménagement de futures zones d'habitation.

Pourtant, malgré les attaques dont ils sont l'objet, les marchés traditionnels survivent, essentiellement parce qu'ils donnent aux groupes défavorisés la possibilité de s'approvisionner dans les meilleures conditions et répondent à leurs besoins.

Les exemples abondent de femmes qui se sont opposées à la mise en oeuvre de programmes et de mesures dirigés contre ces marchés parce qu'elles voyaient dans des installations permanentes non seulement une menace pour leur gagne-pain quotidien, mais aussi une occasion pour les hommes de les évincer du "marché du travail". En résistant au changement, elles défendaient leur classe mais aussi leur sexe. Les marchés ouverts sont très fréquents en Afrique, dans les Caraïbes et dans la région du Pacifique.

Naturellement, ces marchés traditionnels n'ont pas que de bons côtés : le formalisme et la hiérarchie n'en sont pas absents. Ils ne sont pas aussi innocents qu'ils en ont l'air. Les vendeurs ambulants sont souvent "sous la coupe" de fournisseurs importants, de prêteurs, etc. Toutefois, malgré ces inconvénients très répandus, ils offrent aux populations dispersées plus de possibilités de gagner leur vie.

Le shandy de Hosur, qui se tient le mercredi, attire en moyenne 10.000 personnes qui viennent d'une dizaine de villages des environs. Il a lieu sur un terrain qui appartient au gouvernement et qui occupe une superficie de 1,8 hectare. La parcelle du shandy est mise aux enchères chaque année, les acquéreurs récupérant ensuite leur mise en faisant payer un droit à tous les venduers. La gamme des produits proposée est telle qu'elle répond à tous les besoins des villageois. Mais les shandies ne rassemblent plus comme autrefois producteurs et consommateurs ruraux. Les producteurs ont presque tous fait place à des négociants et des intermédiaires (hommes ou femmes).

Heureusement, ce sont les femmes défavorisées, notamment celles qui n'ont pas de terre ou d'autre moyen de subsistance régulier, qui semblent avoir le plus bénéficié de ce changement. Le jour du shandy, elles peuvent espérer avoir un peu plus d'argent en poche que les autres jours et parfois même gagner ce qui leur permettra de vivre pendant le reste de la semaine. D'autres femmes subviennent à leurs besoins en "faisant" au moins quatre ou cinq shandies par semaines. On rencontre même à l'occassion sur ces marchés des femmes pour qui le shandy est l'endroit idéal pour vendre les produits qu'elles ont faits elles-mêmes. Sur un nombre total de 117 marchandes sur le shandy du mercredi à Hosur le 1er février 1989, huit seulement vendaient des marchandises qu'elles avaient fabriquées elles-mêmes. Certains des articles qu'elles avaient confectionnés étaient assez originaux, mais il leur reste encore à s'imposer.

Ainsi, Mirabai vend des boulettes faites d'un mélange d'oignons, d'ail, de moutarde, de lentilles, de feuilles de curry et d'huile. Ce sont là les principaux ingrédients utilisés pour assaisonner les currys indiens. Ces boulettes préparées à l'avance peuvent faire gagner un temps considérable à la mère de famille indienne. Une autre jeune femme, qui a à peine plus de 20 ans et élève seule un bébé de deux ans, fabrique de magnifiques cache-pot en ficelle. Elle réalise également des motifs complexes avec des ficelles de couleur. Ces liens servent à attacher les veaux. Elle a appris cette technique dans sa famille, mais est actuellement la seule femme du groupe familial à proposer des articles de ce genre. Une autre femme vient de Bangalore pour vendre des poudres de masala, de curry, de dhanaya et de curcuma. Elle prépare elle-même ses poudres après avoir acheté les ingrédients nécessaires qu'elle fait moudre au moulin local. Elle vend également du kum kum confectionné par son oncle à Madras. Elle fait quatre shandies par semaine et prépare ses poudres le lundi et le vendredi.

Vijaya et son mari fabriquent des peignes en bois. Ceux-ci sont faciles à réaliser et on peut même les fabriquer sur le shandy. Le mari de Vijaya affirme qu'avec un investissement initial de 100 roupies pour le bois, il est certain de gagner 200 roupies.

Les kumbharas sont les artisans qui fabriquent les pots traditionnels. Cette fabrication est aujourd'hui mécanisée, de sorte que les kumbharas sont obligés de se démener pour trouver d'autres moyens de subsistance. Ainsi, sur le shandy de Hosur nous n'avons rencontré qu'une femme qui vendait des pots fabriqués par les membres de sa famille. Son rôle dans la production se limite à la fabrication de petits objets tels que des pots de fleurs (hundis) et des lampes à huile (deepas). D'autres femmes vendaient des pots, mais ceux-ci leur avaient été fournis par des marchands. Elles ne vendaient que cet article car, appartenant à la communauté Kumbhara, elles n'étaient pas autorisées à faire le négoce d'autres produits.

Sur la demi-douzaine de personnes qui vendaient des objets en bambou, seule une femme appartenait à une famille spécialisée dans ce commerce. Elle se bornait elle aussi à fabriquer de petits articles, tels que des éventails et des moroms (ustensiles qui servent à nettoyer les grains, les céréales, etc.). Parmi les autres femmes qui participaient dans une certaine mesure à la production des marchandises qu'elles vendaient, il y avait les marchandes de légumes. Elles n'étaient pas très nombreuses (trois). Deux d'entre elles possédaient quelques terres (0,75 ha et 1,5 ha respectivement). La troisième avait loué, avec des membres de sa famille, une parcelle pour cultiver des drumsticks (une variété de légumes) pendant une saison pour la somme de 4.000 roupies. Aucune des femmes dont nous venons de parler n'avait connaissance d'un programme quelconque ou n'avait demandé de prêt (au gouvernement, à une banque, etc.). La majorité des autres marchandes vendaient des légumes. Voici des exemples d'autres produits vendus par les femmes :

1. Du poisson séché
2. Du tabac et des feuilles de bétel
3. Des vêtements (essentiellement des vêtements d'occasion qu'elles revendent sur le shandy pour le compte d'autres marchands)
4. Des comestibles comme du pori (riz gonflé)
3. Des articles fantaisie tels que bracelets, épingles à cheveux, fleurs, etc.

Certaines femmes tiennent des boutiques en ville où elles vendent le même genre d'article, mais le jour du shandy, soit elles ferment leur boutique, soit elles la font tenir par l'un des membres de leur famille et s'installent au marché avec leur marchandise. Le volume des ventes qu'elles effectuent le jour du shandy compense indéniablement les prix inférieurs auxquels elles sont obligées de vendre (ainsi, les légumes coûtent de 50 paise à 1 roupie de moins sur le shandy que sur le marché local). D'autres femmes, qui ne possèdent pas de boutique en ville, ne vendent que les jours de shandy et probablement aussi le lendemain, s'il leur reste des invendus. Elles ne possèdent pas de capital de départ, mais des marchands du mandi local leur prêtent des marchandises valant une certaine somme sur une base journalière (c'est-à-dire les jours de shandy), ou hebdomadaire. Elles doivent les rembourser le soir même, lorsque les ventes sont terminées, ou bien lorsqu'elles reviennent s'approvisionner. Aussi misérables que leur paraissent leurs revenus (de 10 à 35 roupies par jour), c'est le maximum qu'elles puissent espérer gagner en une semaine.

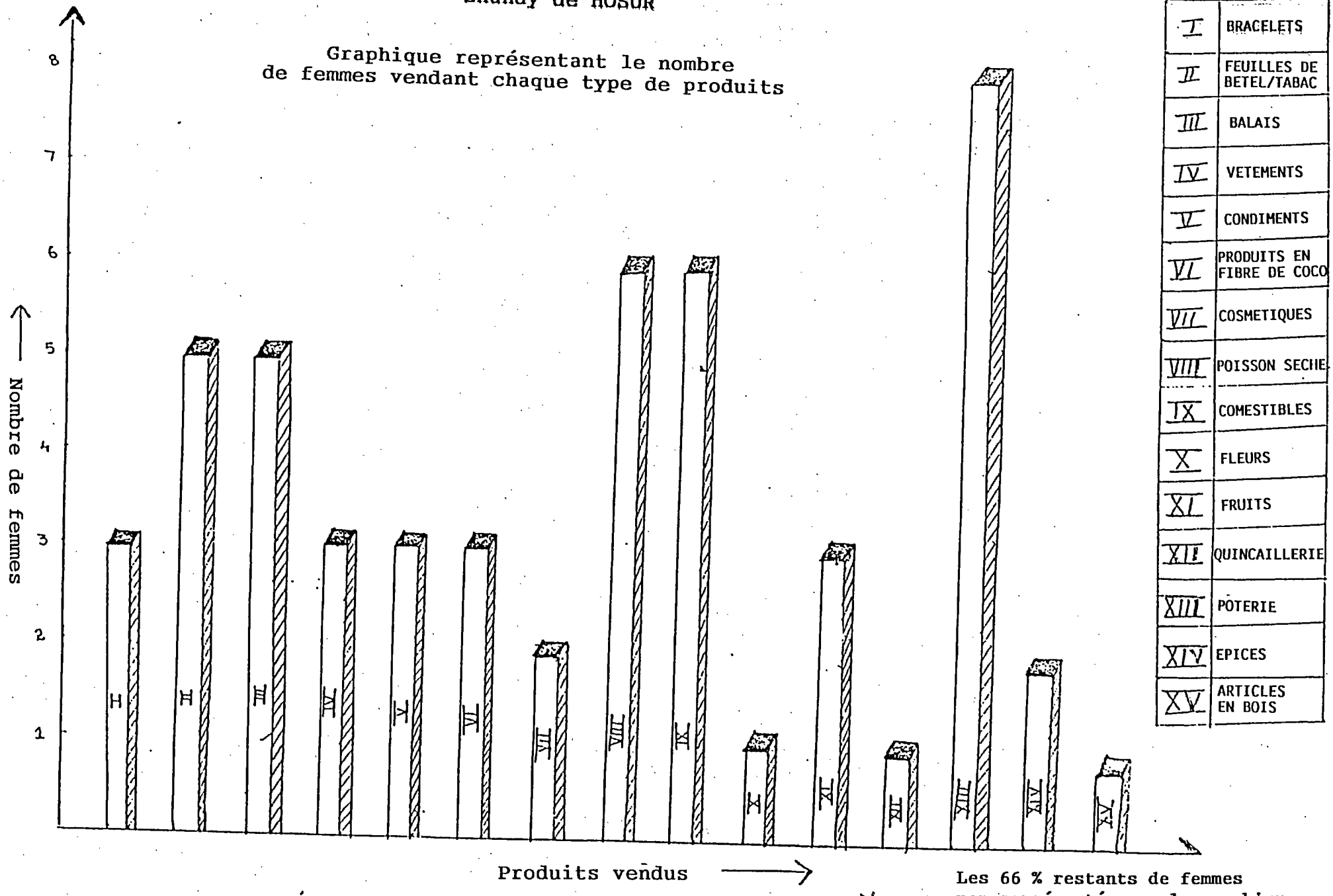
Le gouvernement du Tamil-Nadu a fixé le salaire minimal à 12 roupies, mais les femmes qui travaillent pour le compte d'un employeur privé ne sont payées que 6 ou 7 roupies alors que les hommes reçoivent un salaire beaucoup plus élevé. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le shandy attire un aussi grand nombre de femmes. En outre, beaucoup d'entre elles sont trop vieilles ou trop faibles pour effectuer des travaux pénibles et le shandy représente leur seul espoir de gagner quelques roupies. La plupart de ces femmes font au moins deux shandies par semaine - celui de Hosur et celui de Bagelur ou de Karamangalam. D'autres cependant (comme la marchande de bracelets) s'installent sur un shandy différent chaque jour de la semaine.

**Tableau 4 - SHANDY DE HOSUR : Caractéristiques**

| | | |
|---|---|---|
| 1. | Nom du pancayat : | Hosur |
| 2. | Nom du shandy : | Ville de Hosur |
| 3. | Classification : | Marché municipal de Hosur |
| 4. | Catégorie du shandy Général/Bétail : | Général |
| 5. | Nombre total de vendeurs : | 240 |
| 6. | Nombre de marchandes : | 117 |
| 7. | Nombre total de clients : | 14.500 |
| 8. | Population desservie par le shandy : | 10.000 |
| 9. | Jour du shandy : | Mercredi |
| 10. | Classification du terrain sur lequel se tient le shandy : | Terrain public |
| 11. | Nom du lieu : | Rayakotta Road |
| 12. | Route ou rue : | Route |
| 13. | Superficie occupée d'après le cadastre : | 1,8 hectare |
| 14. | Marché annoncé ou non : | Annoncé |
| 15. | Recette moyenne du shandy pendant l'année : | 169.000 roupies |

Shandy de HOSUR

Graphique représentant le nombre
de femmes vendant chaque type de produits




| | |
|---|---|
| I | BRACELETS |
| II | FEUILLES DE BETEL/TABAC |
| III | BALAIS |
| IV | VETEMENTS |
| V | CONDIMENTS |
| VI | PRODUITS EN FIBRE DE COCO |
| VII | COSMETIQUES |
| VIII | POISSON SECHE |
| IX | COMESTIBLES |
| X | FLEURS |
| XI | FRUITS |
| XII | QUINCAILLERIE |
| XIII | POTERIE |
| XIV | EPICES |
| XV | ARTICLES EN BOIS |

NOTE : Les 66 % restants de femmes non représentés sur le graphique ne vendent que des légumes.

Les marchés et les producteurs du district d'Almora

Une autre étude sur les marchés ruraux a été entreprise dans le district d'Almora (Uttar Pradesh) en vue d'étudier les activités et les problèmes des femmes vivant dans le massif du Kumaon, qui sont employées dans diverses industries artisanales et autres activités. Cette région est montagneuse et, jusqu'à une date récente, les villageois menaient une vie relativement isolée. De ce fait, ils étaient presque totalement autonomes et les produits de leurs industries familiales traditionnelles satisfaisaient leurs besoins limités. L'étude des marchés locaux et des foires traditionnelles (melas) montre quels sont les changements survenus depuis que la région s'est ouverte à l'influence des villes.

**Les systèmes de commercialisation dans le Kumaon**

Marchés permanents locaux étudiés :
Almora, Garud, Bageshwar, Someshwar, Channauda, Kausani.

Foires étudiées : Bageshwar, Jauljibi, Kausani, Kot, Almora.

Dans le Kumaon, la tradition des marchés hebdomadaires dans les villages n'existe pas. Les seuls marchés sont ceux qui sont installés en permanence dans les villes et les melas (foires) traditionnelles qui se tiennent périodiquement dans diverses localités. L'étude de ces marchés et de ces foires a révélé une tendance identique à celle évoquée plus haut, c'est-à-dire l'influence croissante des marchés urbains des grandes villes et l'afflux de leurs produits sur les marchés et foires locaux. On trouve sur les marchés d'Almora, Garud et Bageshwar des marchandises de fabrication industrielle très variées, allant des ustensiles de cuisine en acier inoxydable au papier à lettres, en passant par les tissus et les cosmétiques ; les objets en plastique sont omniprésents de même que les articles en matière synthétique tels que pantoufles, sacs, jouets et tissus.

Dans plusieurs cas, les produits des industries artisanales traditionnelles sont remplacés par des produits de l'extérieur. Par exemple, les châles et les tricots de laine fabriqués localement sont souvent dédaignés au profit des lainages faits machine aux dessins modernes et aux couleurs vives provenant de Ludhiana. De même, les femmes et les jeunes filles préfèrent de plus en plus les sacs en plastique aux paniers traditionnels en vannerie qui sout souvent encombrants, surtout lorsque l'on voyage en autobus. Citons également l'exemple de la communauté tamta, dont les récipients en cuivre sont trop coûteux comparés aux ustensiles bon marché que l'on peut se procurer sur les marchés des villes.

Cette évolution est irréversible, mais il faut aider les industries artisanales traditionnelles à conserver leur part du marché en leur apportant chaque fois que possible le soutien dont elles ont besoin pour que leurs produits restent compétitifs. Ainsi, il serait possible d'introduire dans les lainages fabriqués sur place des motifs et des coloris nouveaux pour satisfaire tous les goûts. De même, dans les diverses foires de la région les autorités locales pourraient réserver aux industries artisanales traditionnelles un emplacement où les vanniers, les lainiers et autres artisans pourraient exposer et vendre leurs produits. Une telle initiative aiderait beaucoup les villageois qui sont très désavantagés lorsqu'ils participent à ces foires.

En dehors des marchés et foires, certains produits comme les objets en vannerie et les piments rouges sont également vendus par des marchands qui vont de village en village, tandis que d'autres, comme les châles et les tricots de laine, sont vendus directement chez les particuliers.

On a inclus dans l'étude un village dont les femmes, qui s'occupent surtout de cultiver la terre, souhaiteraient avoir une activité secondaire lucrative à laquelle elles pourraient se livrer pendant leur temps libre, une fois qu'elles auraient terminé leurs travaux dans les champs et les forêts. A l'heure actuelle,

elles consacrent ce temps à la collecte de bois dans la forêt et elles estiment qu'une autre activité leur éviterait de ramasser une quantité de bois de chauffage supérieure à leurs besoins et, à long terme, empêcherait une surexploitation de la forêt.

Ces femmes ont appris à tricoter à la machine et elles souhaiteraient fabriquer et vendre des pull-overs sur place. Elles peuvent également recevoir une formation à la fabrication des tapis dans l'unité de commercialisation des lainages de Kausani, formation qui leur serait dispensée par les femmes bhotias qui connaissent très bien cette technique ; elles pourraient alors commercialiser collectivement leurs produits à partir de cette unité. Par ailleurs, on peut envisager le lancement d'activités comme la fabrication et la vente locales de pommes de terre chips (la production de pommes de terre dans le village est assez abondante) et l'apiculture (Ashrap de Lakshmi).

Au cours de l'enquête sur les marchés ruraux, nous avons constaté que les industries artisanales traditionnelles de la région sont un élément important de la vie des habitants, surtout des femmes, lesquelles y jouent un rôle de premier plan. Les villageoises sont très habiles et elles travaillent dur. Elles tirent de ces activités leur propre subsistance et celle de leur famille. Si elles se heurtent à de nombreux problèmes, elles ont elles-mêmes identifié le type d'assistance et les moyens dont elles ont besoin pour les résoudre. Notre tâche consiste à les aider à bénéficier de ce soutien, à favoriser leur prise de conscience et à leur permettre de devenir plus fortes en menant une action collective. L'étude des marchés ruraux est un premier pas dans cette direction.

En Inde, de nombreux groupes de bénévoles s'efforcent d'aider les femmes défavorisées en mettant sur pied les programmes de formation préparant à des activités lucratives. Ils espèrent donner à ces femmes un peu plus de confiance en elles et un peu plus de pouvoir. Malheureusement, ils ne commencent pas toujours par une étude sérieuse du marché et finissent de ce fait par devenir tributaires d'organismes de commercialisation.

La plupart des articles ainsi fabriqués étant destinés à l'exportation, les femmes défavorisées qui les produisent ne comprennent pas vraiment toutes les complexités du système et restent dépendantes soit des organismes bénévoles qui organisent la commercialisation, soit des sociétés d'exportation.

Si elles recherchaient des débouchés sur un marché dont elles peuvent comprendre le fonctionnement, autrement dit un marché local, elles prendraient immédiatement confiance en elles, apprendraient quelque chose et feraient peut-être un pas plus décisif vers leur propre indépendance.

Les productrices rurales sont extrêmement vulnérables lorsqu'elles vendent sur les marchés nationaux (des villes) ou pour l'exportation. Sur le marché des exportations, les producteurs sont totalement tributaires soit d'une société d'exportation qui les exploite, soit d'un organisme bénévole, et ils sont aussi totalement tributaires du concepteur ; le marché des exportations est très éloigné du monde du producteur. Le marché national l'est aussi, quoique dans une moindre mesure. Les marchés tels que ceux des "Central Cottage Industries" (centrale d'artisanat patronnée par le gouvernement) se heurtent à de sérieuses limitations.

Cependant, il y a un marché rural (une ou deux fois par semaine) dans presque tous les villages de l'Inde. Ces marchés représentent un potentiel considérable dont les femmes productrices ne peuvent malheureusement pas tirer pleinement parti car ils sont envahis par un flot de marchandises produites par les grosses industries des grandes villes, qui sont de deuxième ordre et de mauvaise qualité, mais bon marché. Désormais très diversifiés, les moyens de production ont tellement éclaté que l'artisan/le producteur ne maîtrise plus le processus.

C'est là la première raison justifiant l'existence d'un marché local traditionnel que les femmes peuvent contrôler ; celles-ci n'y subissent pas les conséquences des fluctuations sur les marchés nationaux ou les marchés à l'exportation, et ne deviennent pas tributaires des organismes bénévoles.

La deuxième série d'arguments qu'on peut faire valoir en faveur d'une structure de ce genre tient aux caractéristiques du marché rural local :

- La productrice rurale a une connaissance directe du marché.

- Pour la productrice peu sûre d'elle et inexpérimentée, le marché rural est le lieu idéal pour échapper aux anciennes structures d'exploitation ; le haat se trouve à proximité de chez elle.

- Elle peut se former seule, apprendre à fixer les prix, à discerner les préférences et les besoins de sa clientèle et s'initier au fonctionnement du marché.

- Elle peut facilement planifier sa production pour répondre aux demandes saisonnières.

- Elle peut introduire de nouveaux produits à côté des anciens, les exposer, créer une demande.

- Elle prend beaucoup moins de risques, elle est en mesure de prendre des commandes.

- Elle peut développer des services (par exemple, application de teintures, réparation de bicyclettes).

- Elle a des charges peu élevées, elle n'a ni problème d'espace, ni problème de transport.

- Le problème des déplacements ne se pose plus ; elle peut rester auprès de ses enfants.

- Elle améliore ses compétences ; (comme son travail antérieur ne portait que sur une petite partie du cycle de production, elle aurait perdu à la longue son savoir-faire). Les productrices marginales sont donc aidées.

- Elle peut supprimer les intermédiaires ; souvent les produits destinés au marché local sont bon marché, mais leur entreposage exige beaucoup de place, de sorte qu'il n'est pas rentable pour les intermédiaires d'investir dans ces produits.

La troisième raison qui milite en faveur du marché local est qu'il permet le rapprochement et le renforcement des groupes, associations et coopératives de productrices et de haatwalis (vendeuses de marché). On aboutit ainsi à la constitution d'un groupe varié de femmes appartenant à des religions ou des castes différentes qui peuvent, dès lors

- faire pression pour que soit adoptée une législation qui les protège

- faire du commerce entre elles

- mettre au point des produits qui se complètent

- encourager le dialogue entre les pancayats, les producteurs, les haatwalis et les concepteurs

- faire pression pour obtenir une infrastructure ou mettre en place leurs propres infrastructures ou services tels que :

. locaux
. électricité
. information (publicité)
. services technologiques
. conception de produits nouveaux
. accès principal, portes
. locaux d'entreposage
. nettoyage de l'environnement
. lieux ombragés ou arbres.

Elles peuvent également créer des services novateurs et flexibles, répondant aux besoins qui leur sont spécifiques :

- Une équipe de conception pour mettre au point des produits bon marché qui soient plus solides, plus attrayants, de meilleure qualité et durent plus longtemps.

- Des guichets bancaires itinérants.

- Une assistance sous forme d'avances hors saison, par exemple en payant d'avance 80 % du prix des produits placés en entrepôt en attendant les récoltes ou les mariages.

- Un système de commercialisation à titre expérimental.

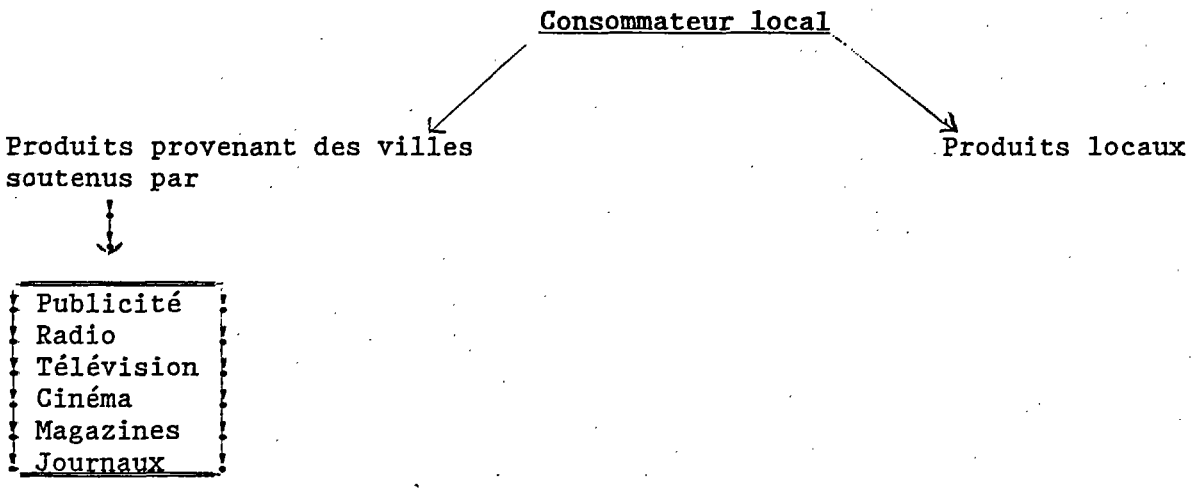
- Des centres ruraux de commercialisation où les produits peuvent être vendus à crédit.

- Des crèches mobiles.

- Une formation aux méthodes de fixation de prix et à la comptabilité.

La quatrième raison, qui est la plus déterminante, est l'importance des marchés ruraux hebdomadaires ou bihebdomadaires. Selon une estimation approximative, il y aurait 75.000 marchés villageois dans le pays, le volume de leurs ventes serait de 75 milliards de roupies par an.

Toutefois, les produits fabriqués dans les villes forment actuellement une part importante de ces ventes.



Les produits fabriqués dans les villes semblent bénéficier d'une publicité concertée qui crée une demande, bien que souvent ils soient inférieurs aux produits locaux. Les produits agricoles sont acheminés vers les usines implantées dans les centres urbains ; le capital et le travail des zones rurales vont eux aussi vers les grandes villes. L'excédent des zones rurales est donc canalisé vers les grandes villes et les agglomérations.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Produits agricoles des zones rurales | ---> | Usines des centres urbains | -----> Transformation en produits industriels | ------> Vente -----> Centres ruraux |

La productrice rurale se retrouve donc dans une situation impossible - voir schéma ci-après :

Achète son métier/ paie les réparations à y faire (au marchand en gros) <--------- /Tisserande/ de village/ ---------> Achète du coton à crédit (au marchand en gros)

↓

Vend

↓

Au marchand en gros

↓

Sa production est transformée en vêtements de confection

↓

Vendus au village

↓

Achetés par la tisserande

# CHAPITRE 4

## ETUDE DE CAS 2

### Pratiques traditionnelles d'entreposage

L'Etat du Karnâtaka s'étend sur 192.000 $km^2$ et a une population de 37.136.000 habitants dont plus de 70 % vivent dans des villages.

La superficie totale des terres affectées à la culture des céréales pour 1988-1989 est approximativement de 5.622.000 hectares et la production prévue est estimée à environ 6.645.000 tonnes métriques. Parmi les céréales, le riz, le jowar (sorgho) et le ragi (petit mil) sont les récoltes les plus importantes tant du point de vue de l'étendue des cultures que de la production.

La production de céréales dans notre pays s'est considérablement accrue pendant les dernières décennies (voir tableau). En fait, la superficie cultivée à très nettement diminué mais le rendement par hectare a plus que compensé ce déclin. La croissance de la production est due à l'introduction de l'agriculture intensive pratiquée au moyen d'engrais, de pesticides et d'installations d'irrigation, ainsi qu'à la sélection de variétés à haut rendement. Mais si la croissance de la production est arithmétique, celle de la population est géométrique, ce qui nous met au défi d'augmenter encore notre production de céréales pour nourrir la masse de ceux qui ont faim. Cela implique aussi la réduction des pertes dont on estime qu'elles représentent actuellement de 10 à 12 % de la production, qui surviennent à différents stades tels que la récolte, le battage, le séchage, le transport, l'entreposage, la manutention, etc. Un pourcentage de 5 à 6 % de ces pertes est imputable au seul stockage. (L'estimation exacte des pertes quantitatives et qualitatives est compliquée par un grand nombre de variables telles que les différents modes de pesage, les variations du degré d'humidité des céréales, le mode d'entreposage, etc.)

En Inde, 70 % de la production totale de céréales reste dans les villages où elle est entreposée de façon traditionnelle, tandis que les commerçants et les gouvernements écoulent les 30 % restants qui représentent l'excédent commercialisable. Les céréales sont entreposées pour les raisons ci-après :

1. La consommation

2. Les semences

3. La constitution de stocks régulateurs afin de stabiliser les prix du produit sur le marché

4. La nécessité de subvenir aux besoins en cas de catastrophes nationales, telles que les inondations, la sécheresse, etc.

Plus concrètement, il est primordial d'utiliser des techniques efficaces d'entreposage des céréales pour les raisons suivantes :

1. La quantité de nourriture disponible pour la population rurale sera plus importante

2. L'état nutritionnel s'améliorera

3. Les agriculteurs auront plus de produits agricoles à vendre

4. Le niveau de vie des agriculteurs s'améliorera

5. Le volume des aliments sains disponibles pour le reste de la population augmentera

6. La qualité des produits agricoles s'améliorera et ceux-ci pourront même faire concurrence à ceux d'autres pays sur le marché de l'exportation

7. L'économie du pays sera plus solide.

Pendant l'entreposage, les céréales sont attaquées par des insectes, des rongeurs, des oiseaux et des micro-organismes. Il en résulte non seulement une perte considérable en quantité mais aussi une détérioration de la qualité.

La durée de l'entreposage, dans les exploitations agricoles de petite taille et marginales, varie de 6 à 12 mois. Les facteurs qui influent sur l'entreposage des céréales sont d'ordre et scientifique et socio-économique. Les premiers sont physiques, biologiques, zoologiques, chimiques et liés à la mécanisation, tandis que les seconds sont de caractère financier ou commercial, tiennent aux méthodes d'agriculture utilisées et au savoir-faire technique. Tous doivent être pris en considération au moment de la mise au point du système d'entreposage idéal.

La température et l'humidité sont deux facteurs interdépendants qui ont une incidence majeure sur l'entreposage. Les conditions climatiques tropicales favorisent l'activité des organismes vivants, y compris les insectes et les micro-organismes, pour lesquels la température optimale varie de 20 à 45°C. La teneur en humidité est un facteur important qui limite l'activité et la prolifération des insectes, des mites et des micro-organismes. Les différentes variétés de produits agricoles résistent différemment à l'entreposage. Ainsi, les qualités supérieures de paddy (riz non décortiqué) sont plus vulnérables aux insectes et aux parasites que les variétés ordinaires. Les céréales peuvent aussi être contaminées par les excréments des insectes, les poils, l'urine et les crottes de rats. Les insectes et les micro-organismes peuvent produire des toxines qui sont cancérigènes. Dans leurs grandes lignes, on peut donc définir comme suit les caractéristiques fonctionnelles et structurelles des installations d'entreposage des céréales ; elles doivent être :

1. Vastes et résistantes
2. A l'abri des éléments
3. A l'abri des rongeurs
4. Efficacement isolées
5. Adaptées aux opérations de chargement et de déchargement
6. Rentables.

Les techniques d'entreposage traditionnelles décrites dans les pages qui suivent, observées dans les circonscriptions de Hunsur et du taluk (canton) d'Udipi, ne répondent peut-être pas à tous les critères énoncés ci-dessus, mais elles sont très anciennes et témoignent de l'ingéniosité des agriculteurs. Elles sont aussi extrêmement rentables. Améliorés techniquement, ces systèmes traditionnels pourraient se prêter parfaitement à l'agriculture extensive.

Hunsur appartient à la région du sud-sahayadri de l'Etat du Karnâtaka, alors qu'Udipi est situé sur la bande côtière. Ces différences géographiques jouent un rôle essentiel dans la détermination des modes de culture et des pratiques traditionnelles connexes qui prévalent dans ces régions.

Le ragi (petit mil) domine dans la région de Hunsur et le riz dans celle d'Udipi. Le ragi, le paddy et les doliques sont les principaux produits entreposés.

Traditionnellement, le ragi est entreposé dans de vastes greniers creusés dans le sol en pleine campagne. L'ouverture du grenier est juste assez grande pour permettre le passage d'une personne mais les dimensions intérieures varient en fonction des besoins de l'agriculteur. Les parois et le sol sont recouverts de bouse de vache. Dans certains cas, la cosse du ragi est utilisée pour tapisser l'intérieur du grenier. Une fine couche de sable est répandue au fond et le ragi est versé dessus presque jusqu'au bord. On ajoute ensuite une couche de paille ou de terre. L'ouverture est fermée avec une dalle. Les céréales ainsi entreposées peuvent être conservées pendant des années. Dans d'autres régions, des pots en terre cuite de quelque deux mètres sont utilisés pour entreposer le ragi. Le procédé ne requiert que l'adjonction (éventuelle) de matériaux disponibles dans le voisinage et qui ne coûtent presque rien. Par exemple, des feuilles de margousier sont mélangées avec le ragi pour le préserver des animaux nuisibles. La bouse de vache qui recouvre le fond et les parois du gudana remplit la même fonction. Les doliques, riches en protéines, sont entreposés séparément ou conjointement avec le ragi. On enlève la gousse et les haricots sont bien séchés au soleil. Ils sont ensuite recouverts de boue rouge et conservés dans des sacs de jute. Il existe d'autres méthodes de conservation des doliques, notamment par immersion dans l'eau pendant quelques jours puis par séchage au soleil avant l'entreposage. On évite ainsi que les haricots ne germent. Les greniers mixtes étaient aussi une méthode d'entreposage courante. Les gudanas mentionnés ci-dessus servaient au stockage du ragi et des doliques. On y alternait les couches de ragi et de dolique jusqu'au bord, en mettant au sommet une couche de foin de ragi. L'entreposage du ragi dans les gudanas est aujourd'hui en voie de disparition, non seulement en raison de l'évolution du système de valeur dans les villages, mais aussi parce que de nouveaux problèmes surgissent avec le temps. Les gudanas construits en pleine campagne deviennent peu à peu des cibles lucratives pour les voleurs et les vandales. Deuxièmement, l'humidité croissante des sols due à de meilleures techniques d'irrigation entraîne le risque d'infiltrations dans ces greniers, qui causeraient des dommages irréparables aux céréales entreposées. Troisièmement, la quantité de ragi que l'on doit conserver est en nette diminution, non suelement en raison d'une production moindre mais aussi parce que les villageois ont tendance à le vendre sur le marché au prix courant plutôt que de l'entreposer pendant quelques années pour satisfaire leurs propres besoins. Avec le développement de la société de consommation, les villageois préfèrent avoir de l'argent liquide plutôt qu'un gudana bien plein.

**PADDY**

L'entreposage des céréales telles que le paddy est fondé sur le principe selon lequel tant que les grains sont conservés à l'abri de l'air et des éléments, il n'y a pas de raison pour qu'ils se détériorent/s'abîment. On en enveloppe donc la plus grande partie bien hermétiquement dans du foin jusqu'à ce que l'on en ait besoin.

La croissance du paddy nécessite un sol alluvial et des pluies suffisantes, conditions qui ne sont pas réunies dans la région du sud-Sahayadri, dans laquelle se trouve Hunsur ; aussi la culture du paddy y est-elle limitée. Dans les villages, chaque maison est aménagée pour l'entreposage du paddy. On y consacre des pièces entières ou certains coins séparés par des cloisons en bois qui vont du sol au plafond et dans lesquels une petite porte est ménagée à côté du plafond pour ajouter du paddy ou en prendre.

Le paddy est la principale culture du sud-Kanara. On ne cultive pratiquement pas le ragi dans cette région. La population y utilise d'intéressantes techniques de stockage du paddy. Elle entrepose aussi le riz mais selon des techniques différentes. Le paddy est cultivé tant pour la consommation que pour la vente. Immédiatement après la moisson, le paddy est entreposé dans des greniers que l'on appelle "ganajas". Dans la plupart des cas, la totalité de la production y est conservée, sauf dans les rares occasions où les agriculteurs la revendent immédiatement pour avoir de l'argent liquide. La plupart des agriculteurs que nous avons contactés ont déclaré attendre que les prix montent pour vendre leur paddy. Il leur faut donc utiliser de bonnes techniques de stockage.

Les ganajas sont de jolies constructions entièrement édifiées avec des cordes, du foin, des nattes et des cannes de bambou. Ce sont des entrepôts temporaires qui décorent les cours de la plupart des fermes. Construites après chaque moisson, leur taille diffère selon la quantité de céréales à conserver. Leur hauteur peut donc varier entre 60 cm et un mètre ou deux mètres cinquante. Il existe deux sortes de ganajas : 1. "Le galagae", fait de nattes de bambou disposées côte à côte pour former un cercle. 2. "Le thirrikattudu", fait de cordages en fibres de coco et de paille. La base sur laquelle repose le ganaja peut être achetée toute faite, et sa taille varie selon la quantité à entreposer.

Le thirrikattudu est fait de gros cordages en fibres de coco enroulés en spirale pour former un cylindre. Une couche de balle est placée au fond et le paddy est versé dans l'espace restant entre chaque anneau. Au sommet, on met une couche de foin. On rajoute encore du foin par dessus disposé en forme de cône. Les "ganajas thirrikattudu" sont populaires car leur taille peut varier en fonction de la quantité à conserver. Mais leur construction exige savoir-faire et habileté. Celle des galagae est plus simple car il suffit de disposer des nattes de bambou en cercle au-dessus de la base. Là encore, c'est la balle qui constitue la couche du fond. Le paddy est versé jusqu'au bord du cylindre, recouvert de foin et protégé de nouveau par une autre couche de foin disposée en cône. La face extérieure des ganajas est enduite de bouse de vache pour boucher les trous éventuels et mettre le paddy à l'abri des animaux nuisibles. Une petite ouverture à la base permet de se servir.

L'empaquetage dans du foin requiert de l'habileté. Appelée "muddi kattodhu", cette technique est la plus courante dans la plus grande partie du sud-Kanara. Quand le riz est entreposé, on le mélange avec la balle ("umi") pour le préserver des animaux nuisibles. Un "mudi" ne peut contenir que 40 kg de riz au maximum. Il est parfois recouvert de bouse de vache à l'extérieur non seulement pour empêcher les bêtes d'y pénétrer mais aussi pour le rendre hermétique. La plupart de ces mudis sont conservés dans un coin de la maison, mais certains villageois préfèrent les placer dans la cuisine ou plus précisément juste au-dessus du chula (four). La fumée et la chaleur du chula assurent une meilleure conservation. C'est le cas en particulier pour certains légumes secs. Le mudi peut être suspendu au-dessus du chula à l'aide d'une corde ou placé au-dessus de celui-ci sur une étagère construite à cet effet.

**Construction du "mudi"**

Ce procédé est très intéressant et exige beaucoup d'habileté et d'expérience. Tout d'abord, la personne qui prépare le mudi prend une botte de foin qu'elle lie à 15 à 30 cm de l'extrémité. Elle tient la botte par ce bout et, avec les deux mains, la fait tournoyer au-dessus de la tête pour la déployer en cercle. Au préalable, on a placé par terre une corde formant un anneau lâche. Le foin ainsi étalé est placé au milieu de cet anneau, en orientant vers le haut le bout attaché que l'on piétine pour l'aplatir. On le recouvre ensuite d'une grande quantité de foin en vrac que l'on piétine également. Puis la personne qui se tient debout au milieu du cercle ainsi constitué relève le foin en formant une structure cylindrique. La corde qui est sur le plancher est tirée vers le haut pour maintenir le foin en place. Le riz ou les légumineuses à entreposer sont versés dans le cylindre avec d'autres éléments tels que cosses, etc. Puis, le haut est hermétiquement fermé en liant les brins de foin. La botte tout entière est attachée solidement avec des cordes, ce qui la rend solide et compacte. L'extérieur est alors enduit de bouse de vache. Puis, la botte est mise à sécher au soleil pendant un jour ou deux et conservée dans un endroit pratique.

Cette méthode est fréquemment utilisée non seulement pour entreposer le riz mais aussi divers aliments - haricots mungos (urud), plusieurs variétés de soja (hesaru, hurli), piments rouges - etc.

**Stockage du tamarin et des légumes**

Le fruit est cueilli sur les tamariniers et bien séché au soleil. Les graines sont ensuite séparées des cosses et le tout est de nouveau mis à sécher. Les cosses sont alors bien écrasées avec du sel et de l'huile de noix de coco pour former une masse homogène. On en fait des boules qui sont enveloppées dans des feuilles de doopada. Elles sont ensuite conservées dans des sacs de jute et placées juste au-dessus du chula dans la cuisine. Le tamarin entreposé de cette façon reste frais pendant près de deux à trois ans. Les techniques de conservation des légumes dans le sud-Kanara sont uniques, simples et extrêmement efficaces. La plupart des maisons des villages visités sont équipées de cannes de bambou fixées près du plafond et le long desquelles courent des anneaux en feuilles de cocotier. Des légumes tels que concombres et citrouilles y sont suspendus. Ainsi conservés, ils restent frais pendant quatre à six mois. Le principe est qu'ils ne doivent pas entrer en contact avec la moindre surface. De même, les bulbes tels que les oignons et l'ail sont déracinés avec leurs tiges. Des bottes d'oignons et d'ail sont conservées pendant des mois en les suspendant par leurs tiges sur des poutres fixées près du plafond.

**Les principaux avantages de ces greniers peuvent être résumés comme suit :**

Le paddy conservé dans les ganajas est enlevé avant le début des moussons. Outre leur faible coût de construction, les ganajas ont l'avantage d'être ventilés. Bien aérés, les grains conservent leur aspect d'origine, ce qui permet de les vendre à un prix plus élevé que ceux qui sont conservés dans une structure hermétique. D'autres structures telles que le mudi sont aussi appréciées parce que leur construction est peu coûteuse et le matériel nécessaire disponible en abondance. Les techniques de construction sont bien connues et le mudi est aisément transportable. En le plaçant au-dessus du chula, on atteint un triple objectif : on le met à l'abri des rats, on le protège des insectes et des parasites et la chaleur le maintient dans des conditions de conservation idéales. C'est ainsi que sont conservées les céréales réservées à la consommation ainsi que celles qui serviront de semences. Pour conserver leur faculté germinative, ces dernières doivent être ventilées. C'est pourquoi, au lieu de les mettre à l'intérieur, on construit une structure en bambou et en foin qui est placée à l'extérieur. Le mundi est posé sur une plate-forme surélevée à l'aide de cannes de bambou puis bien recouvert de foin, comme on le voit sur les photographies. Ce type de construction satisfait toutes les conditions requises pour bien conserver les céréales, en particulier celles qui serviront de semences, du fait que :

1. Les céréales conservent leur faculté germinative

2. Placées sur une plate-forme surélevée, elles sont à l'abri des rats

3. Le revêtement de boue est une protection suffisamment efficace contre les insectes

4. La construction est bon marché et ne requiert que des matériaux locaux

5. La bouse de vache réduit les risques d'incendie.

Il est bien connu que les céréales entreposées dans des pots en terre cuite conservent leurs qualités. Elles y sont aussi à l'abri des souris.

L'un des principaux avantages du "ganaja" tient au fait que ses dimensions peuvent être déterminées simplement en fonction des besoins des agriculteurs et à leur convenance. Dans le cas du ganaja thirrikatta, le diamètre interne augmente avec la hauteur. La structure est construite de façon à résister aux tensions circonférencielles. Du fait qu'elle a la forme d'un cône tronqué, elle occcupe au sol un espace relativement moindre.

Le risque de contamination est important lorsque les systèmes d'entreposage permanents ne sont pas minutieusement nettoyés avant chaque nouveau remplissage. Ce problème ne se pose pas dans le cas des structures temporaires comme le ganaja et le mudi, qui sont construits après chaque récolte.

Ganaja et mudi ont un autre avantage, celui d'être aisément améliorés pour répondre aux exigences modernes. Comme les méthodes de conservation appliquées par les agriculteurs sont fondamentalement saines, il suffit pour les perfectionner de renforcer les structures en augmentant leur capacité, leur résistance et leur isolation, en les rendant plus hermétiques et plus étanches, en les protégeant mieux des insectes et en mettant au point des dispositifs pratiques de chargement et de déchargement.

Les structures traditionnelles peuvent être améliorées en tenant compte de ces facteurs ainsi que de la nécessité d'arriver à un compromis entre capacité fonctionnelle et viabilité économique. Ainsi, lorsqu'on verse des grains, des céréales par exemple, à partir d'un point fixe sur une pile, leur angle de chute donne au fermier l'impression que la structure est pleine alors qu'il y a encore de la place sur les côtés. De même, dans le cas de l'entreposage de céréales, la tension circonférencielle joue un rôle plus important que le poids total des céréales. Il convient aussi de prendre en considération la pression du vent pour les structures de plein air et de surveiller la formation de "points chauds" provoquée par l'accumulation de chaleur et d'humidité imputable à la respiration des céréales. Ces "points chauds" peuvent conduire à l'apparition de moisissures et favoriser l'activité des insectes. Une isolation efficace implique la protection des céréales contre la chaleur. En concevant les entrées et les sorties des installations de stockage, il convient de tenir compte de toutes les tensions qui s'exercent à ce niveau.

**Changements à apporter**

Les améliorations suggérées s'inspirent d'un code de pratiques établi par l'Indian Standards Institution dès 1956. Toutefois, le bien-fondé de ces suggestions doit être jugé en fonction de leur adaptabilité aux besoins de l'agriculteur, ainsi que de leur pertinence et de leurs répercussions éventuelles.

Dans le cas du ganaja de plein air qui est posé sur le sol, les rats et l'humidité sont les principaux ennemis. L'Indian Standards Institution a suggéré de placer ces constructions sur des plates-formes surélevées. On peut aussi utiliser des anneaux en béton armé, des tôles circulaires ou des murs métalliques. Un solide plancher en briques serait également une bonne idée. De même, pour éviter que les rats ne s'attaquent aux céréales, on a recommandé de donner à cette base une hauteur d'environ 60 cm. Les rats, qui ne peuvent faire des sauts de plus de 50 cm, ne pourraient ainsi pénétrer dans le ganaja. Les installations que l'on garde à l'intérieur peuvent aussi être placées sur une plate-forme en bois et fermées par des couvercles coniques en métal pour les protéger des rats.

Pour assurer l'étanchéité des structures faites de boue ou de briques, on suggère de les enduire de goudron et de mortier. Les greniers enfouis dans le sol peuvent être protégés de l'humidité et des rongeurs par un mur de briques de 11,5 cm d'épaisseur. On peut enduire généreusement le sol et les parois de goudron ordinaire. Pour éviter que les céréales ne soient en contact direct avec le goudron, il faut plâtrer l'intérieur.

Pour réduire le risque d'humidité, on recommande aussi de sécher les céréales avec le plus grand soin. Les villageois connaissent ce principe mais l'erreur qu'ils commettent le plus souvent consiste à entreposer les céréales alors qu'elles sont encore tièdes après avoir séché au soleil, d'où la formation d'une condensation lors de l'entreposage qui conduit à un accroissement de l'humidité. Les villageois doivent en fait attendre que les grains secs refroidissent jusqu'à température normale avant de les entreposer.

Tableau 5 - KARNATAKA CEREALES : PANORAMA

I. PRODUIT - RIZ

| Année | Superficie | Production | Moyenne |
|---|---|---|---|
| 1955 | 21 70 027 | 11 65 188 | 1 247 |
| 1965 | 11 48 869 | 12 40 106 | 1 1236 |
| 1975 | 11 70 567 | 21 64 174 | 1 946 |
| 1985 (en lakhs) | 10 96 | 20 28 | 1 948 |

Tableau 6

II. PRODUIT - RAGI

| Année | Superficie | Production | Moyenne |
|---|---|---|---|
| 1955 | 23 01 526 | 8 89 112 | 921 |
| 1965 | 12 60 065 | 3 33 908 | 279 |
| 1975 | 10 78 140 | 13 47 665 | 1 316 |
| 1985 (en lakhs) | 11 09 | 11 28 | 1 670 |

Superficie : en "lakh hectares" (1 lakh = 100.000 hectares)
Production : en tonnes
Moyenne : rendement par acre

Source : Département des statistiques et de l'économie

Tableau 7 - MYSORE

PRODUIT - RIZ

| Année | Superficie cultivée | Production | Moyenne |
|---|---|---|---|
| 1955-56 | 1 21 630 | 86 817 | 1 692 |
| 1965-66 | 52 948 | 79 073 | 1 572 |
| 1975-76 | 72 053 | 1 61 894 | 2 365 |
| 1965-86 | 63 581 | 2 76 584 | 4 579 |

Superficie : en "lakh hectares"
Production : en tonnes
Moyenne : rendement par acre

Source : Département des statistiques et de l'économie

Tableau 8 - DAKSHINA KANNADA

PRODUIT - RIZ

| Année | Superficie cultivée | Production | Moyenne |
|---|---|---|---|
| 1955-56 | 4 64 057 | 2 38 708 | 1 203 |
| 1965-66 | 2 09 287 | 2 25 067 | 1 132 |
| 1975-76 | 1 72 450 | 2 61 169 | 1 594 |
| 1985-86 | 1 55 775 | 4 47 099 | 3 021 |

Superficie : en "lakh hectares"
Production : en tonnes
Moyenne : rendement par acre

Source : Département des statistiques et de l'économie - Gouvernement du Karnâtaka

# CHAPITRE 5

## ETUDE DE CAS 3

### Pratiques rituelles liées à la santé

On a retenu pour cette étude les trois phases suivantes de la vie de la femme :

1. La menstruation
2. La fin de la grossesse
3. La période qui suit l'accouchement.

On pourrait penser que les rites souvent compliqués liés à la menstruation ont pour seule raison d'être qu'ils se transmettent depuis des générations, d'où leur survivance aujourd'hui. Mais un examen plus approfondi permet de découvrir de bonnes raisons pour en justifier le maintien.

C'est pour tenir dûment compte du traumatisme psychologique que peut provoquer l'apparition des premières règles que des pratiques rituelles ont été élaborées pour aider l'adolescente à accepter la transformation de son corps et renforcer le sens de sa propre identité. La plupart de ces pratiques rituelles compliquées sont liées aux premières règles.

Il s'agit souvent de gestes symboliques associés à de judicieuses pratiques sanitaires. Par exemple, dans le sud-Kanara, on fait asseoir la jeune fille sur une planche posée sur cinq noix de coco (symbole de la fertilité) avant de lui donner un bain.

Elle doit également absorber certains aliments auxquels on attribue des vertus fortifiantes pour le dos et l'utérus, notamment. De telles pratiques ne prennent tout leur sens qu'en milieu rural où les ablutions quotidiennes constituent un luxe et où la plupart des villageois s'estiment heureux de manger deux fois par jour. Dès lors, ces traditions et coutumes se justifient car elles permettent à la jeune fille d'observer un minimum d'hygiène pendant ses règles et de ne pas être privée d'éléments nutritifs essentiels.

**Pratique rituelle de la circonscription de Hunsur (district de Mysore)**

Il est courant d'isoler la jeune fille indisposée pendant 3 à 10 jours dans une sorte de hutte construite à cet effet à côté de chez elle. Cette cabane est soigneusement décorée de feuilles d'essences différentes, qui sont impérativement au nombre de cinq dans la plupart des cas. Dans la caste des brahmanes, l'événement donne lieu à de grandes réjouissances. L'ampleur des rites est en outre directement proportionnel au statut économique de la famille. Si le bain quotidien pendant les règles est une obligation chez les plus démunis, notamment au sein des populations tribales, il ne l'est pas toujours chez les brahmanes. Dans le premier cas, on estime que des ablutions sont essentielles sans doute pour contribuer à maîtriser le flux menstruel alors que les brahmanes les évitent par peur d'un refroidissement. En général, les membres des populations tribales considèrent les ablutions quotidiennes comme un luxe, non seulement à cause du manque d'eau, mais parce qu'il faut se changer après un bain et que la plupart d'entre eux n'ont guère de vêtements de rechange. Le bain est donc réservé aux grandes occasions et constitue alors un élément important du rituel. L'utilisation de feuilles d'essences différentes pour décorer la hutte vise probablement à purifier l'air alentour et à masquer d'éventuelles odeurs désagréables.

La diète prescrite pendant les règles exclut à juste titre tout mets épicé ou fortement assaisonné qui pourrait accroître le flux menstruel et intensifier la pression sur l'utérus. La jeune fille doit absorber de grandes quantités de lentilles, réputées renforcer le dos mais également combattre la fermentation intestinale et réduire les contractions. L'isolement imposé aux femmes a l'avantage de leur assurer un repos bien nécessaire. Pendant ses règles, la femme est considérée comme impure et n'a donc pas le droit de cuisiner, de lessiver ni même de toucher quelqu'un d'autre. Il ne lui reste donc qu'à se reposer et à prendre soin d'elle-même.

On lui fait absorber beaucoup de graisses sous forme de beure clarifié, sucreries, huile de sésame, etc., et de généreuses portions d'un mélange de jaggeri et de coprah. Le jaggeri est riche en fer, en calcium et en vitamine E. Lorsqu'une jeune fille devient pubère, parents et voisins lui offrent du coprah, des lentilles, du ragi, etc., ce qui lui assure une ration adéquate de ces aliments indispensables. Ces dons se renouvellent pendant des périodes pouvant aller d'un mois à un an dans certains cas.

On peut aussi mentionner entre autres rites celui du pûjâ, la bénédiction de la jeune femme par ses aînées, l'interdiction de manger des légumes sous prétexte qu'ils provoquent une rétention d'eau dans le corps, etc.

**Rites observés avant la naissance**

Les rites associés à la grossesse sont relativement moins nombreux. Les besoins en fer et en vitamines de la future mère sont satisfaits par un régime alimentaire où ragi et légumes verts occupent déjà une large place en temps normal. Les populations tribales de Neralakuppal consomment presque journellement 16 variétés différentes de légumes verts y compris les pousses et les feuilles des jeunes bambous. Pour la plupart des Indiennes, la grossesse n'est pas une période de repos et la femme enceinte travaille généralement jusqu'au dernier moment, ce qui explique, pense-t-on, la rapidité et la facilité de la plupart des accouchements. En général, la première naissance a lieu chez la mère de l'accouchée. Chez les brahmanes, le septième mois de la grossesse donne lieu à la cérémonie dite des bracelets où l'on distribue des bracelets à quelques femmes âgées ainsi qu'à la future mère. Ces bracelets sont généralement de couleur verte pour appeler la naissance d'un fils, toujours considérée comme préférable. Cette cérémonie n'est guère répandue dans les autres castes.

L'accouchement à l'hôpital ou à la maternité est un phénomène relativement récent. La plupart du temps on accouche chez soi avec l'aide d'une sage-femme, voire d'une vieille parente, et il arrive même dans certains cas assez rares que la mère accouche seule.

Interrogées sur les rites de l'accouchement, les populations tribales ont déclaré que lorsque le travail commence, on prépare simplement quelques chiffons, de l'eau chaude et une lame pour couper le cordon ombilical. Un accouchement rapide étant préférable, on fait boire à la parturiente une décoction de graine de cumin destinée à accélérer les contractions. Le ventre est enduit d'huile de ricin chaude puis arrosé d'eau chaude.

Contrairement à l'idée généralement répandue qui veut que l'accouchée doit bien manger pour mieux récupérer, dans les campagnes on ne lui donne qu'une nourriture peu abondante qui ne peut guère être considérée comme nutritive. La femme enceinte est soumise au même régime dans l'idée que plus le bébé est gros et plus la naissance est difficile, pour ne pas dire dangereuse. Le curry servi aux jeunes mères doit être relevé avec du poivre auquel on attribue des vertus cicatrisantes. En général, l'accouchée évite légumineuses, épices, tubercules, plats aigres, etc., de peur que ces aliments, considérés comme "refoidissants", n'entraînent une raideur des articulations ; comme ils sont également difficiles à digérer, ils pourraient causer des complications gastro-intestinales.

**Pratiques rituelles de la circonscription d'Udipi (district de Mangalore)**

Il est courant d'isoler les jeunes filles pendant 3 à 5 jours lors de leurs premières règles. Le nombre 5 joue apparemment un rôle important dans ces pratiques rituelles. Par exemple, quand une jeune fille a ses règles, on la fait asseoir sur une planche de bois posée sur cinq noix de coco. Cinq matrones du voisinage sont chargées de la purifier, ce qu'elles font en lui versant des jarres d'eau sur la tête. La lavandière (madiwala) joue un rôle important dans ces rites auxquels elle est invitée à participer. Elle reçoit en cadeau les vêtements que portait la jeune fille le jour de ses premières règles. C'est elle qui nettoie également les vêtements portés les jours suivants et qu'aucun membre de la famille ne peut laver ni même toucher.

Dans certains villages, la jeune fille doit quitter la maison paternelle pour aller habiter pendant quelques jours chez d'autres parents. Les habitants n'ont pu expliquer cette pratique autrement que par le respect de la tradition.

L'événement est également prétexte à de grandes réjouissances. La jeune fille est parée de ses plus beaux atours et l'on organise une fête. Les invités apportent parfois des cadeaux à la jeune fille. Celle-ci suit un régime alimentaire à base de protéines, de graisses et de fer, qui varie évidemment selon les régions. Dans le sud-Kanara, la noix de coco, le lait, le coprah, etc., y ont une place importante alors qu'on leur préfère les lentilles et l'huile de ricin dans la circonscription de Hunsur (district de Mysore). D'autres ingrédients considérés comme importants dans l'alimentation des jeunes femmes sont le methi (fenugree), l'avilaki (riz battu), le beurre clarifié, le jaggeri, le lait caillé, certains fruits comme les bananes, etc. On évite les plats piquants et épicés censés échauffer le corps et donc accroître le flux menstruel.

Il serait trop facile de qualifier de superstitions d'un autre âge ces rites qui doivent être replacés dans le cadre des conditions de vie des populations rurales pauvres. Certes, l'isolement de la jeune fille est une pratique inutile qui peut même la pénaliser économiquement si elle travaille ; il ne faut pas oublier toutefois que les travaux des champs exigent généralement de gros efforts physiques qu'il vaut mieux éviter à ce moment-là. En fait, l'intéressée n'est peut-être pas fâchée d'échapper un instant aux rigueurs du labeur quotidien.

Chez les villageois pauvres, l'espace vital est réduit au minimum, avec un simple coin pour faire la cuisine. Les sanitaires sont inexistants et l'on ne dispose pour ses ablutions que d'un espace très réduit derrière la maison équipé d'un système d'évacuation rudimentaire. Dans ces conditions, il n'est pas mauvais que la jeune fille indisposée reste confinée dans l'espace qui lui est attribué ou, comme c'est parfois le cas, dans une construction extérieure conçue spécialement à cet effet.

Les aliments rituels correspondent à une nécessité. Il est prouvé qu'ils exercent une influence positive sur certaines fonctions biologiques de la femme. Les femmes ayant le devoir d'avoir plusieurs enfants, de telles pratiques sont indispensables pour leur donner la force nécessaire.

**Rites observés avant la naissance**

Comme dans la circonscription d'Hunsur, ces rites sont réduits au minimum. L'événement le plus important est la cérémonie des bracelets qui se déroule au cours du huitième mois à la fois dans la famille du mari et dans celle de l'épouse. Dans la famille du mari, cette cérémonie est l'occasion d'une fête au cours de laquelle une grande variété de mets sucrés est servie aux invités. Elle n'a lieu qu'avant la naissance du premier enfant, juste avant que la future mère ne retourne chez sa mère pour accoucher. Dans la circonscription d'Udipi, mais aussi dans la majeure partie du Karnâtaka, il est de tradition de satisfaire tous

les voeux d'une femme enceinte, dont l'équilibre mental et physique est jugé indispensable au développement harmonieux de l'enfant à naître. Aussi s'efforce-t-on de ne jamais la contrarier et de la garder en bonne humeur.

Il n'existe pas de régime alimentaire spécial pour la femme enceinte. On se contente d'ajouter au lait du safran (kasari), censé donner un plus beau teint à l'enfant ou d'insister un peu sur la ration de légumes verts riches en fer.

**Rites observés avant et pendant l'accouchement**

Dès les premières douleurs, la parturiente boit une concoction de graines de cumin (jeera) infusées dans de l'eau chaude. Le but de cette opération est double : si les douleurs ne sont qu'une fausse alerte, le breuvage aide à les dissiper mais s'il s'agit vraiment des douleurs de l'enfantement, il contribue à accroître le rythme des contractions et donc à accélérer l'accouchement. La future mère boit aussi du lait de noix de coco. Lorsque le travail commence, on la masse avec de l'huile de noix de coco chaude. Il est également fréquent d'utiliser des compresses d'eau chaude pour atténuer les douleurs. Après l'accouchement, une fois sectionné le cordon ombilical, il est courant de faire brûler une feuille de palmier sèche et de frotter l'ombilic du bébé avec le résidu noir ainsi obtenu pour prévenir l'infection. Certaines postures d'accouchement sont également inhabituelles. Même si ce n'est plus le cas aujourd'hui, les femmes avaient coutume d'accoucher assises ou agenouillées sur le sol.

Une éminente gynécologue nous a confirmé que cette posture est beaucoup plus logique dans la mesure où elle accentue la pression sur l'utérus et accélère l'expulsion du foetus. Selon elle, l'accouchement en position couchée tel qu'on le pratique actuellement ne facilite que le travail du médecin. Une autre pratique traditionnelle pour accroître la pression sur l'utérus consiste à se balancer doucement à une corde accrochée au plafond, ce qui a en outre l'avantage de distraire la femme de ses souffrances. Les villageois prescrivent ce léger exercice qui contribue incontestablement à faciliter et accélérer l'accouchement. Dans certains endroits, on applique immédiatement après l'accouchement de l'huile ou des feuilles de margousier pour réduire les risques d'infection. Dans le même but, on enduit le ventre de la mère d'une pâte faite de "shika" (noix de savonnier) et de curcuma. On le bande ensuite étroitement. Les premiers jours, le bandage s'effectue depuis le sternum vers le bas et les jours suivants en sens inverse. Il est en effet déconseillé d'exercer une pression trop forte sur l'utérus immédiatement après la naissance.

La jeune mère doit observer des règles d'alimentation très strictes non seulement pour retrouver sa ligne, mais également pour se préparer à de nouvelles grossesses. Les villageois que nous avons rencontrés semblent persuadés que la femme ne retrouvera pas sa silhouette tant qu'elle n'aura pas éliminé l'eau de son corps. Cette croyance explique diverses coutumes comme l'absorption de "methi" qui favorise effectivement les contractions de l'utérus, l'interdiction de boire de l'eau et l'absence de légumes dans l'alimentation. Mais quelques villageois que les enquêteurs ont rencontrés ont dit que l'on faisait boire à la nouvelle accouchée de l'eau bouillie avec un morceau de poterie. Cette potion considérée comme très désaltérante vise à l'empêcher de trop boire. D'un point de vue scientifique, le raisonnement peut être correct ou incorrect, mais le fait d'utiliser de l'eau bouillie dans laquelle un morceau de poterie a fait office de filtre ne peut qu'être bénéfique pour la santé de la mère.

Dans la circonscription d'Udipi, le régime alimentaire observé pendant les jours qui suivent la naissance est le suivant : pendant les sept premiers jours, il faut boire trois fois par jour une décoction à base de graines de cumin, de curcuma et de poivron préalablement grillés et réduits en poudre. Du septième au dixième jour l'accouchée absorbe deux fois par jour un mélange à base de gingembre séché, de beurre clairifié et de jaggeri. Un "Kashaya" à base d'ail et de jaggeri bouillis dans le lait de coco lui est ensuite administré pendant quelque temps.

Sinon, son alimentation est généralement peu relevée à l'exception d'un curry à base de "poivrons" qui constitue un ingrédient important de l'alimentation de la période suivant la naissance dans les circonscriptions d'Hunsur et d'Udipi.

La plupart des accouchées sont massées avec de l'huile puis baignées dans de l'eau très chaude. Cette procédure se répète généralement pendant 21 jours après l'accouchement.

Le lieu de l'accouchement a également une signification. Les vieilles maisons comportaient une annexe distincte qui servait uniquement à cette fin. L'endroit doit être d'une propreté méticuleuse et peu de gens sont autorisés à y pénétrer pour prévenir tout risque d'infection alors que le nouveau-né n'est pas encore très résistant. Mais avec le temps, peut-être sous l'effet de la misère, ou du manque d'espace, par manque de discernement ou pour d'autres raisons, on en est parfois arrivé à affecter aux accouchements un coin sale et mal aéré de l'habitation. Un tel terrain favorise la prolifération microbienne, ce qui peut avoir des effets catastrophiques sur la santé de la mère et de l'enfant.

Les pratiques rituelles s'altèrent parce qu'elles ne survivent qu'en partie. La tradition, qui est un ensemble de pratiques associées à une croyance, se dénature en devenant une simple routine. Le fait par exemple d'appliquer un onguent à base de curcuma ou de feuilles de margousier sur le cordon ombilical du nouveau-né pour le cicatriser est valable en soi. Malheureusement, on prépare trop souvent cette pâte sur une surface qui n'a pas été nettoyée, véritable bouillon de culture des bacilles tétaniques. C'est pourquoi ceux qui oeuvrent aujourd'hui pour le développement doivent non seulement se montrer vigilants face à ce genre de risques mais aussi aider les villageois à retrouver la voie de la tradition authentique.

Le système de santé de l'Inde propose aux femmes des zones rurales trois types de services de vulgarisation : 1. Programmes de soins familiaux regroupant les soins aux mères et les services de santé et de nutrition infantiles dans les établissements sanitaires ; 2. Soins médicaux (infrastructures et traitement des malades) ; 3. Santé publique (éducation sanitaire de base et ravitaillement en eau potable).

Le personnel médical et les responsables de la santé publique sont en générale d'accord : la majorité des indiennes accouchent encore aujourd'hui avec l'aide d'une sage-femme traditionnelle ou dai.

Par ailleurs, la plupart des études effectuées auprès des adolescentes montrent que le système de santé ne tient aucun compte de leurs besoins spécifiques.

Si l'on analyse les causes de cette carence, au-delà des explications habituelles liées à la pauvreté et au manque de ressources du pays, il apparaît qu'une forme de discrimination inhérente à la société s'exerce à l'encontre des enfants de sexe féminin, à la naissance et même avant, qui tient aux racines culturelles et religieuses de la civilisation indienne.

Pourtant, l'analyse des pratiques rituelles touchant à la santé révèle un remarquable souci de protéger ce secteur de la population, comme en témoigne notre étude de cas.

Au niveau de l'action sociale, l'effort vise désormais à renforcer la compétence des sages-gemmes traditionnelles en matière de soins maternels, en particulier pendant l'accouchement. D'autres expériences telles que le projet Jamkhed visent à former sur place des villageoises "illettrées" pour en faire des agents de santé. Dans cette optique, l'importance des pratiques traditionnelles apparaît évidente de même que leur dimension féministe puisque ce sont les femmes qui s'entraident.

Les services de santé "modernes" ont eu tendance à disloquer et perturber les pratiques ancestrales et à en diminuer encore la crédibilité sans parvenir pour autant à les remplacer entièrement dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la prévention, des soins ou du suivi des patients.

Le travail sur le terrain montre à l'évidence que le refus de céder totalement au modernisme n'a été possible qu'au sein de familles qui ne s'étaient pas coupées de leurs propres traditions ou étaient suffisamment riches pour se prendre elles-mêmes en charge. Si l'on pouvait s'informer sur les pratiques traditionnelles en matière de santé et évaluer leurs avantages par rapport à d'autres solutions - particulièrement là où il n'y a pas d'alternative - on pourrait les intégrer au processus de formation des sages-femmes traditionnelles. Cette idée a été reprise par le Dr Saroj Pachori qui patronne à un programme de formation des sages-femmes traditionnelles financé par la Fondation Ford dans trois Etats de l'Union indienne.

# CHAPITRE 6

## Besoins techniques au niveau de l'application

### Informations à inclure dans les listes de contrôle

Si l'on admet que la prise en compte des stratégies "de survie" déjà pratiquées par les femmes renforcera l'efficacité du processus de planification, il serait bon d'élaborer des formulaires ou directives à caractère général pour faciliter la tâche des responsables du développement et des politiques (Conférence internationale sur l'établissement de listes de contrôle et de directives - Helsinki 1986). Lors de cette Conférence, organisée conjointement par l'INSTRAW, la FAO et l'Institut d'études sur le développement, les participants ont estimé que toute enquête menée avant un projet devrait comporter les phases suivantes : écoute et apprentissage, identification des pratiques traditionnelles et collecte d'information à leur sujet. L'enquête préparatoire doit en général déterminer non seulement la nature du projet et son ampleur mais aussi le choix des techniques ainsi que celui des modules ou indices de contrôle et d'évaluation. L'inclusion de ce type d'information dans l'enquête préparatoire serait donc d'une importance décisive.

Si l'on dispose de suffisamment d'informations ou de données d'expérience et d'évaluation et que l'on constate qu'elles contribuent à une utilisation plus efficace des programmes de développement, il serait opportun de revoir les programmes d'éducation et de formation à tous les niveaux (de l'école à l'université et aux institutions techniques) pour intégrer ce type de savoir.

### Inclusion du savoir traditionnel dans les programmes

Lors de la conférence qui s'est tenue en novembre 1987 à Mount Holyoke (Etats-Unis) sur l'éducation des femmes dans le monde, il est apparu que les spécialistes de l'éducation au service du développement avaient avant tout besoin de programmes d'études révisés tenant compte des traditions, de l'histoire culturelle et du rôle des femmes tel qu'il ressort des témoignages oraux. L'Université de Mount Holyoke se propose d'entreprendre un programme quinquennal intégré baptisé "rénovation de l'éducation des femmes à partir du savoir populaire" qui portera sur l'élaboration des programmes, la recherche, l'apprentissage, des conférences et des échanges de matériaux appelés à avoir un impact important sur les premières années de l'enseignement supérieur et la réflexion sur les femmes tout en contribuant au développement de l'éducation formelle et informelle des femmes dans le monde entier. Cette démarche est unique à maints égards :

1. Elle valorise les systèmes traditionnels de connaissance comme dépositaires d'informations permettant aux sociétés de vivre en harmonie avec la nature ;

2. Elle reconnaît que les principales dépositaires de ce savoir traditionnel sont désormais les femmes du tiers monde, car les hommes vivent et travaillent de plus en plus en milieu urbain où ils sont coupés de leurs racines ;

3. Elle aborde directement le conflit entre le mode dominant du savoir (qui marginalise les femmes, leurs connaissances et leur rôle socio-économique) et les systèmes de savoir et cosmologie indigènes et locaux qui codifient des modes d'existence harmonieux ;

4. Elle répond au besoin urgent qu'ont les militantes du monde entier dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement, du travail, de l'écologie, de la paix, etc., de mettre en commun leur expérience pour en tirer parti et d'inventer de nouvelles formes d'existence et de croissance économique ;

5. Elle reconnaît l'intérêt que revêt l'intégration du savoir traditionnel dans l'enseignement formel de type occidental pour aider les futurs dirigeants des pays développés à mieux comprendre les besoins des femmes ainsi que leurs valeurs et leurs pratiques et à élaborer des programmes qui ne les marginaliseront pas en détruisant l'environnement physique du tiers monde.

En novembre 1987, une conférence de trois jours sur "l'éducation des femmes dans le monde" a réuni, à l'Université de Mount Holyoke, 42 femmes de 21 pays différents. L'ordre du jour et les documents de travail (publiés en juillet 1988) reflétaient un ensemble de préoccupations liées à la nature et à la raison d'être de l'éducation des femmes en partant de quelques constatations ; le développement tel qu'il est actuellement conçu dans le tiers monde a des conséquences catastrophiques pour les pauvres et les femmes car il ne tient pas compte de données et d'idées d'une importance primordiales pour leur survie ; - les décisions concernant la planification des naissances dépendent rarement des femmes dont la vision du problème est radicalement différente de celle des responsables du développement ; - alors que la violence endémique à l'égard des femmes est souvent responsable de grossesses précoces chez les adolescentes, l'éducation qui leur est dispensée escamote totalement cette réalité. Enfin, il existe un lien entre la violence à l'encontre des femmes et l'ignorance de ce qu'elles sont et les dégâts infligés à l'environnement physique et aux ressources naturelles.

Un groupe d'universitaires de Mount Holyoke et d'autres institutions ont souhaité faire de la Conférence le point de départ d'une réflexion novatrice et élargie sur l'éducation des femmes, pour répondre au voeu clairement exprimé par les participants. Il a été particulièrement sensible aux questions posées sur les traditions locales, le développement et les femmes. Il a continué à se réunir au gré des circonstances à partir de la semaine qui a suivi la Conférence et jusqu'à la fin de l'année universitaire.

Lors d'une table ronde sur les stratégies de survie des pauvres et le savoir traditionnel qui s'est tenue en mai 1987, un programme d'action a été élaboré par un groupe réunissant des prix Nobel "parallèles", des dirigeants politiques, des diplomates et des travailleurs sociaux, lequel a également proposé la publication d'une série d'ouvrages destinés à recenser méthodiquement ce savoir. On trouvera dans le chapitre qui suit la description de la méthode adoptée pour classer les informations obtenues au cours des trois études de cas ainsi qu'un projet de liste de contrôle dont l'efficacité pourra être testée lors de l'enquête préalable au projet. La plupart des organisations, notamment celles qui sont appelées à effectuer d'importants transferts de ressources, par exemple sous forme de prêts bancaires, que ce soit au niveau international, comme la Banque mondiale ou le FIDA, ou au niveau national, comme la Banque nationale pour le développement agricole et rural, et la Banque indienne de développement industriel ont recours à des questionnaires pour établir le dossier des enquêtes de préfinancement. Ces questionnaires s'efforcent généralement en premier lieu de recueillir les informations suivantes :

1. District/région
2. Quartier-village
3. Foyer
4. Proximité des écoles/hôpitaux
5. Existence d'organisations gouvernementales, non gouvernementales ou autres types d'associations.

Sans oublier bien entendu les données habituelles concernant le sol, la terre, les cultures, l'industrie, les ressources hydriques, etc, nous estimons que cette liste devrait également recenser les institutions et ressources humaines susceptibles d'être mobilisées pour le développement des pratiques locales et des expériences concernant la gestion des ressources en terre, en eau, etc.

A cette fin, on pourrait ajouter au questionnaire une page ou une demi-page supplémentaire.

Pareil questionnaire serait aussi communiqué aux agences de développement ayant besoin de recueillir des informations sur le terrain pour l'élaboration de projets.

De même, en ce qui concerne le contrôle et l'évaluation, on doit pouvoir vérifier si l'abandon des pratiques traditionnelles au profit de méthodes modernes a permis un gain de productivité ou de rentabilité ou une meilleure utilisation des ressources.

La Commission Sud récemment constituée sous la présidence de M. Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie, s'efforce également d'intégrer cette stratégie "tournée vers l'intérieur" sous le titre "Systématisation du savoir endogène relatif au développement".

Il existe au sein des populations de l'hémisphère Sud et notamment chez les pauvres et les femmes un capital d'intelligence créatrice que révèle la manière dont ils gèrent leurs ressources, leur corps et leurs rapports. Les systèmes de stockage de l'eau dans le désert, par exemple, ont prouvé leur efficacité contre la sécheresse. C'est le même système qui a été adopté en Chine dans le désert de Gobi et en Inde dans celui de Thar. Les aliments - leur entreposage et les rites associés à leur utilisation - sont adaptés à la géographie, au cycle des saisons et du corps. Beaucoup de ces croyances ont abouti à une culture antigaspillage ou, en d'autres termes, à une culture du recyclage.

Il faut que savants et techniciens évaluent ce savoir, lui donnent sa dimension scientifique et le remettent à la disposition de ses détenteurs, recyclé sous une forme moderne, systématique et légitime. Certes, il est déjà moderne, mais trop souvent cette modernité n'est reconnue qu'une fois avalisée par le "nord".

Dans une communication sur le thème "culture et développement", Lourdes Arizpe constate qu'une société qui perd son patrimoine d'expérience et de savoir, ne le retrouve plus jamais. Elle affirme également qu'une société dont le savoir est balayé perd la forme la plus élémentaire de confiance en soi. C'est la même préoccupation qu'expriment les mots de Julius Nyerere "une ombre n'a pas d'existence indépendante".

Il est donc nécessaire de légitimer des systèmes socio-économiques et intellectuels d'où jaillissent des stratégies prospectives. Etant donné que les connaissances en question sont pour l'essentiel détenues par les femmes - en particulier les plus pauvres - l'étude des luttes créatives des femmes, de leur résistance au développement et à certains de ses aspects permettrait de se faire une idée de la forme de développement à rechercher.

L'autosuffisance matérielle passe par l'indépendance intellectuelle. Celle-ci s'appuie sur l'histoire culturelle et les pratiques façonnées par la tradition. Il n'est pas facile de ressusciter cette tradition mais la réussite matérielle est à ce prix. La tradition ne peut revivre qu'avec un soutien collectif encore plus important que celui qui nécessite le domaine matériel. Le risque est grand en effet de voir stigmatiser cette forme novatrice, endogène et culturellement signifiante de développement comme un repli sur soi, une arriération, etc. ; de là, il serait trop facile de passer à la marginalisation, à la démoralisation et au renoncement.

# CHAPITRE 7

## Intégration de cette expérience aux mécanismes du développement

### Situation d'ensemble

Des années 50 jusqu'à la fin des années 80, l'expérience indienne de planification en faveur des femmes a connu une évolution qui reflète étroitement celle de la conception que les responsables des politiques et les administrateurs avaient de la place et du "rôle" de la femme dans le "développement". Après une période où la protection sociale était la seule préoccupation, le développement communautaire et la planification décentralisée ont été à l'honneur, puis abandonnés sans que l'on fasse d'effort sérieux pour encourager la participation active des femmes aux secteurs vitaux de l'économie. Pourtant, pendant cette période nombre d'éléments nouveaux sont apparus, tels la création d'une armée d'agentes de vulgarisation au niveau des villages, des blocks et des districts, le souci grandissant de donner aux femmes des régions rurales des compétences utiles pour leur vie de ménagère et de "mère" dans divers domaines - nutrition, soins de santé, préparation des aliments, conservation, cultures potagères, couture, tricot, confection de vêtements, etc. - et une prise de conscience croissante des lacunes gigantesques restant à combler en matière d'alphabétisation, tant en termes obsolus que du fait des différences de niveau d'instruction entre hommes et femmes.

Ces efforts ont été considérablement entravés par l'opinion largement répandue selon laquelle les femmes ont essentiellement pour rôle de veiller sur leur famille et de pourvoir à ses besoins, leur contribution économique, si tant est qu'elle soit reconnue, étant jugée comme "accessoire".

De même, pendant toute la période de la Révolution verte, l'intérêt porté à la contribution des femmes à l'agriculture n'a que légèrement augmenté et l'on s'est contenté de leur apprendre des méthodes "modernes" d'entreposage, de conservation et de lutte contre le gaspillage. Les universités agricoles créées dans diverses régions ont fait connaître les variétés à haut rendement et autres technologies de la Révolution verte mais bon nombre d'entre elles ont dispensé aux étudiantes une enseignement exclusivement ménager. Des matières très variées y étaient enseignées, allant de l'étude des textiles à la psychologie de l'enfant en passant par la nutrition. Les rares étudiantes qui suivaient le cursus universitaire dans les matières agricoles proprement dites se dirigeaient soit vers l'enseignement, soit vers la recherche en laboratoire après avoir obtenu leur diplôme. Un nombre infime d'entre elles entraient dans les services de vulgarisation.

Les déceptions de plus en plus grandes suscitées par les programmes agricoles à vocation locale ont conduit aux grandes innovations qui constituaient les programmes visant spécifiquement certains groupes de bénéficiaires et de ménages, notamment les petits agriculteurs, les agriculteurs marginaux, les artisans et enfin les familles se trouvant au-dessous d'un certain seuil de pauvreté défini au moyen de critères nutritionnels. Les responsables de l'élaboration et de l'exécution des programmes souhaitaient accroître les revenus en développant des activités économiques viables et en créant des actifs économiques durables, mais les attitudes et les opinions prévalant au sujet du "rôle" économique et social de la femme dans le foyer ont sérieusement limité et entravé les efforts déployés par ces responsables pour associer réellement les femmes à ces programmes. Des objectifs quantitatifs ayant été simultanément fixés pour les hommes et les femmes, une situation "de crise" s'est instaurée lorsque les bénéficiaires de ces programmes ont commencé à monopoliser certaines activités "associées" aux femmes telles que la broderie, le tricot, la confection des vêtements, etc.

Avant la Décennie des Nations Unies pour la femme, la Commission indienne sur la condition de la femme avait publié une importante enquête de référence opportunément intitulée "Towards Equality" (Vers l'égalité). Les résultats les plus importants de ces deux événements ont été les conclusions et les révélations qui ressortaient des recherches effectuées sur la condition des femmes, leurs caractéristiques et leurs préoccupations. Le volume des recherches entreprises, leur portée, leur orientation et la méthodologie employée ont non seulement élargi la base de données utilisable par les responsables de la planification et de l'exécution des programmes et permis d'identifier les problèmes macro et micro-économiques ainsi que la manière dont ils pouvaient se prêter à une action organisée des femmes elles-mêmes, mais aussi provoqué une remise en question des principes et des concepts fondamentaux de la théorie des sciences sociales.

Les recherches sur les femmes qui travaillent ont eu notamment les objectifs suivants :

(a) les dénombrer, redéfinir la notion d'activité lucrative, identifier les activités professionnelles secondaires et assurer leur introduction dans la NOC (National Occupational Classification) (Classification nationale des professions) ;

(b) pénétrer à l'intérieur des foyers et déterminer le profil (surtout économique) de chacun de leurs membres, etc. Tous ces efforts ont produit des résultats directs, en infléchissant les politiques, le système d'établissement des statistiques et, par là même, les programmes. L'objectif poursuivi est non seulement de recenser les femmes qui travaillent, jusqu'ici invisibles, par une étude plus pointue de leur activité professionnelle/économique et du temps qu'elles consacrent à diverses activités, mais aussi d'identifier les caractéristiques de leurs conditions d'emploi et de chômage.

Dans les années 80, la Commission indienne de planification a demandé que toutes les données recueillies pour l'évaluation et la surveillance des programmes de lutte contre la pauvreté soient ventilées par sexe. Un comité technique a été créé à cette fin.

La Décennie des Nations Unies pour la femme a favorisé la création d'un grand nombre d'organisations féminines au niveau de la communauté. Ces organisations autonomes se développent autour de groupes professionnels ou d'activités professionnelles/économiques identiques. L'activité professionnelle est le facteur qui conduit le plus directement à adhérer à une organisation.

Alors que jusque-là nul ne doutait que la planification du développement avait des retombées et des conséquences bénéfiques pour les femmes, une tendance à remettre en question les modèles de développement, les théories de la croissance, etc., s'est alors dessinée. Les données et les informations très nombreuses rassemblées pendant la Décennie ont révélé que les nouvelles technologies, notamment celles de la Révolution verte, avaient entraîné la mise à pied d'un grand nombre de femmes. Les politiques et les phénomènes macro-économiques ont eu des répercussions sur la structure de l'emploi féminin surtout dans les bastions traditionnels des femmes comme le textile. Les réformes foncières et les changements démographiques ont entraîné à la fois des migrations saisonnières et un exode rural. Ces facteurs ont également provoqué une augmentation du nombre de femmes travaillant dans l'agriculture qui se sont mises à chercher du travail sur les chantiers publics dans le cadre des divers programmes de soutien à l'emploi.

L'importance donnée au rôle de la femme dans la production, en tant qu'agent économique à part entière, a entraîné du même coup une prise de conscience de son rôle dans la reproduction, ainsi que de la nécessité de "concilier" ces deux fonctions. On a commencé à reconnaître que divers services, tels que la protection infantile, l'approvisionnement en combustible, en fourrage et en eau, l'assainissement étaient essentiels et répondaient à des besoins fondamentaux ou minimaux des femmes.

Le sixième plan quinquennal préparé par le Gouvernement indien était le premier du genre à consacrer un chapitre entier à la promotion des femmes. Il évoquait la nécessité de donner aux femmes confiance en elles et d'accroître leurs capacités en matière de gestion et de supervision. Le septième plan contenait un chapitre similaire.

A la fin de la Décennie de la femme, le Gouvernement indien a créé un département chargé exclusivement de la promotion de la femme et de l'enfant. Ce département a été placé, comme il se devait, sous la tutelle du Ministère des ressources humaines.

**Quelques problèmes de mise en oeuvre**

Si l'on considère ce qui s'est passé pendant les trois dernières décennies compte tenu de la situation à la fin des années 80 et des problèmes que pose la condition actuelle des femmes, les principales difficultés semblent tenir à la nécessité de concevoir des politiques et des programmes qui répondent mieux aux besoins de chaque sexe. En Inde, les femmes qui travaillent sont prédominantes dans le secteur non officiel ou informel (89 %). Le secteur informel se caractérise par l'absence de législation du travail, qu'il s'agisse des salaires, des indemnités de maternité, de la protection infantile ou de l'assurance-maladie. Il se caractérise également par de longues heures de travail, des niveaux de qualification relativement bas et des salaires peu rémunérateurs. Les femmes qui travaillent dans le secteur informel sont employées essentiellement dans les huit domaines d'activités suivants :

(1) Agriculture et activités connexes
(2) Production laitière
(3) Petit élevage
(4) Pêche
(5) Sériciculture
(6) Artisanat
(7) Tissage
(8) Fabrication de khadi (étoffe grossière) et industries rurales.

A l'échelon du Gouvernement indien et des gouvernements des divers Etats, d'importants services administratifs dotés d'une infrastructure très développée sur le terrain, ainsi que d'installations et d'une infrastructure de R-D, s'occupent de ces secteurs. Cependant, en raison des comportements traditionnels à l'égard du travail des femmes évoqués dans les paragraphes précédents, ces services, les organisations de terrain, les organismes de R-D, les établissements de vulgarisation et de formation et les infrastructures ne sont pas conçus pour faciliter la participation des femmes aux activités productives, que ce soit en développant leurs compétences ou en faisant entrer un grand nombre d'entre elles sur le marché du travail. Aussi faut-il procéder à l'intégration des femmes dans ces grands secteurs d'activité en tenant compte des paramètres suivants :

(1) La nature du travail des femmes dans ces huit secteurs est très différente de celle des hommes. Le travail féminin est par nature discontinu et sporadique et ne correspond pas aux périodes de pointe normales de l'offre et de la demande établies sur la base de la main-d'oeuvre masculine. Ainsi, les femmes ont beaucoup moins de possibilités d'emploi dans l'agriculture que les hommes (100 à 120 jours par an en moyenne contre 150 à 200 jours par an pour les hommes).

(2) Comme les femmes qui travaillent dans le secteur informel ont plus ou moins un statut de travailleur indépendant, elles n'ont ni relation, ni contrat avec l'employeur et sont généralement isolées. Les programmes visent donc en priorité à les rassembler au sein de groupes de producteurs homogènes, tels que coopératives, mahila mandals (organisations de femmes), syndicats, sociétés, pancayats, etc.

(3) Dans les huit secteurs énumérés ci-dessus, la proportion d'hommes est variable. Les programmes que le gouvernement y a mis en place sont axés sur les hommes, bien que dans de nombreux sous-secteurs les femmes représentent la quasi-totalité de la main-d'oeuvre. Il n'est donc pas possible d'y coordonner les programmes en faveur des femmes sans tenir compte du contexte sectoriel d'ensemble.

(4) C'est dans le domaine de la gestion et de la supervision que les femmes sont les plus désavantagées. Traditionnellement, elles fournissent le travail, mais les décisions sont prises par les hommes. Pour acquérir des compétences en matière de gestion et de supervision, elles ont besoin d'un lien de rencontre et de temps pour se retrouver entre elles et acquérir ainsi progressivement confiance en leurs propres aptitudes. Cela ne signifie pas, toutefois, un retour aux programmes exclusivement féminins des années précédentes, dans lesquels il n'était pas tenu compte du contexte sectoriel d'ensemble. Le défi à relever en l'occurrence est de constituer des équipes de cadres et des groupes de productrices dans la totalité des secteurs d'activité. Pour cela, il faudrait faire une plus large place à la formation, l'orientation et la réorientation des cadres masculins en poste dans les organismes de vulgarisation, de recherche et d'exécution, ainsi qu'aux niveaux de décision intermédiaires et supérieurs. Il importe de veiller à ce que les femmes ne soient pas considérées comme un groupe de travailleurs isolé dans l'un ou l'autre de ces secteurs et d'éviter que l'on mette en place à leur intention des "programmes spéciaux" d'un niveau inférieur à ceux existants pour les hommes en matière d'acquisition des compétences, de diffusion de l'information, de formation, de recherche, etc. Cet aspect est très important. Les "programmes en faveur des femmes" de ce type ne sauraient être considérés simplement comme des "sous-programmes" ou des "éléments" de programmes sectoriels plus vastes.

(5) Il s'ensuit qu'il faut accorder une plus grande attention à l'élaboration de programmes sectoriels pour les femmes dans les huit domaines énumérés ci-dessus. Une analyse de la situation des hommes et des femmes apparaît comme un instrument utile à cet égard et elle pourrait présenter un intérêt immense pour les planificateurs et les responsables des politiques, ainsi que pour les agents d'exécution. L'analyse de la situation des hommes et des femmes consiste essentiellement en une évaluation quantitative de leur contribution respective aux activités productives dans chaque secteur, ainsi que des incidences d'un programme de développement donné d'une part sur les hommes et d'autre part sur les femmes. Cette méthode pourrait être appliquée avec profit avant d'engager des investissements massifs dans l'un quelconque de ces huit secteurs. A l'heure actuelle, il semble que les décisions en matière d'investissement les concernant soient prises sans que leurs conséquences pour les femmes soient évaluées ou que la contribution de ces dernières soit mesurée.

## Les emplois traditionnellement féminins

### Production laitière

Prenons comme exemple le secteur très important de la production laitière. On estime que 25 millions de femmes y travaillent (Source - Manorama Year Book 1985). Il est également bien connu que ce sont les femmes des régions rurales qui assurent presque tous les soins que demande le bétail laitier : par exemple nourrir le bétail, aller chercher du fourrage ou de la paille, nettoyer les étables, laver les bêtes, soigner les affections bénignes, préparer les aliments en mélangeant les produits disponibles sur place, surveiller les pâturages peu éloignés. En revanche, elles n'ont normalement pas pour tâche d'emmener les animaux chez le vétérinaire, d'aller au marché pour acheter des bêtes ou d'acheter des aliments pour animaux d'origine industrielle. Dans bien des cas, elles ne vont pas non plus à la coopérative pour y vendre le lait. Comme les agents de vulgarisation des services chargés de la production laitière, Operation Flood notamment, sont en majorité des hommes, les femmes sont rarement informées des nouveautés en matière

d'alimentation ou de soins. La plupart des programmes concernant la production laitière dans lesquels le Gouvernement indien a investi massivement grâce à l'aide à des conditions de faveur consentie par la Banque mondiale et la CEE, notamment, prennent pour unité de base la société coopérative primaire du village. Cette société est chargée de ramasser le lait, mais elle regroupe également les propriétaires de bétail du village qui sont informés par l'intermédiaire du réseau d'agents de vulgarisation sur le terrain des progrès récents faits en matière de soins vétérinaires, d'alimentation du bétail, etc. Les membres des nombreuses coopératives primaires de producteurs laitiers implantées dans le pays sont en majorité des hommes. Il existe, cependant, un petit nombre de cas où des projets pilotes financés par le gouvernement, des donateurs ou des organismes bénévoles ont permis à des femmes de jouer un rôle important dans le secteur de la production laitière, comme nous le verrons dans les paragraphes ci-après.

Lorsque, dans les années 60 et 70, l'Inde a lancé de grands programmes de production laitière dans le cadre des coopératives, mis au point le modèle de coopérative Anand et élaboré des statuts types qui par la suite ont été diffusés à travers tout le pays par le NDDB et l'IDC, la dimension féminine n'a pas été prise en considération. On a fait valoir que ces statuts étaient neutres vis-à-vis des deux sexes puisque les femmes étaient autorisées à devenir membres des sociétés de producteurs de lait des villages au même titre que les hommes. Cette non-prise en considération des facteurs qui empêchent les femmes de faire partie des organisations communautaires a donc eu pour effet d'exclure presque totalement les femmes des coopératives laitières.

Dans la plupart des Etats indiens, on trouve actuellement au sommet de la hiérarchie les fédérations coopératives Apex pour la commercialisation du lait, les unions laitières au niveau des districts et les sociétés primaires à celui des villages. Les problèmes de mise en oeuvre que pose aujourd'hui l'intégration des femmes aux programmes existants sont les suivants :

- Faut-il créer des coopératives laitières exclusivement féminines au niveau des villages ?

- Faut-il faire entrer un plus grand nombre de femmes dans les sociétés existantes où les hommes sont en majorité ?

- Même s'il existe des sociétés primaires exclusivement féminines au niveau des villages, comment garantir aux femmes au moyen d'élections un nombre suffisant de représentantes dans les unions de district ?

- Comment faire en sorte que la formation de sociétés exclusivement féminines dans les villages ne débouche pas sur la création de structures parallèles aux sociétés masculines ?

- Comment faire en sorte que ce processus n'aboutisse pas simplement à l'élection d'un grand nombre de femmes, sans que celles-ci participent véritablement au processus de prises des décisions ?

- Comment faire en sorte que les femmes soient nombreuses dans le personnel de vulgarisation du secteur laitier et que simultanément il existe une cohésion entre ce personnel et l'ensemble du personnel de terrain au niveau du district ?

Les problèmes de mise en oeuvre de cet ordre semblent nombreux. Bien que l'on s'accorde à reconnaître la nécessité d'implanter un réseau de vulgarisation composé de femmes pour faire bénéficier les productrices de lait des villages des progrès de la technologie, on redoute toujours qu'une équipe de vulgarisation exclusivement féminine ne provoque divers problèmes - stagnation professionnelle, difficultés de placement ou de coordination avec le personnel masculin, etc., susceptibles d'en miner l'efficacité. Des problèmes de ce genre se sont déjà posés

au moment de l'essai de programmes pilotes d'intégration des femmes à la production laitière. Confier les sociétés coopératives féminines uniquement à des agentes de vulgarisation semble effectivement raisonnable. Pourtant, le personnel masculin des services de vulgarisation n'est pas entièrement convaincu de la validité de cette idée et de l'intérêt de faire participer les femmes à la gestion des coopératives. Il semblerait que les fédérations de coopératives laitières et leurs sociétés membres devraient se livrer à un sérieux exercice de réflexion sur elles-mêmes.

Lorsqu'il entreprend des programmes à l'échelle régionale, le Gouvernement se heurte inévitablement à un problème : comment satisfaire les besoins d'un grand nombre de femmes. Les organisations bénévoles, par contre, travaillent sur une échelle beaucoup plus restreinte, par exemple avec un à cinq villages à la fois. Les enseignements que peut apporter ce type de situations aux responsables de la planification régionale doivent être mis à profit en organisant une information en retour et des échanges plus fréquents entre les services gouvernementaux et les organismes non gouvernementaux qui s'occupent des femmes dans le même secteur. Et surtout, étant donné le manque d'instruction élémentaire des femmes et leur réserve, qui est un facteur culturel, il conviendrait de veiller, dans le cadre des grands programmes gouvernementaux, à ne pas aboutir à une situation où les hommes dirigeraient et géreraient les sociétés coopératives féminines en se servant des femmes. Avant de créer de véritables organisations, il faut initier les femmes au fonctionnement des coopératives. En Inde, ces problèmes sont encore compliqués par la séparation entre classes et castes à l'intérieur du village.

La nécessité de concilier le rôle de la femme dans la production et sa fonction dans la reproduction a déjà été évoquée dans les paragraphes précédents. Dans le secteur laitier, il faut compenser le surcroît de responsabilités qui pèse sur les femmes qui gèrent les coopératives, y adhèrent ou sont employées par elles en prévoyant des aides qui leur permettent de s'acquitter de leurs tâches domestiques. Ainsi, les femmes chargées d'analyser chaque échantillon de lait dans les locaux de la coopérative, très souvent deux fois par jour, sont incapables d'assurer la bonne marche de leur maison si elles n'ont personne pour les aider. En ce qui concerne la satisfaction des besoins essentiels tels que la protection infantile, l'approvisionnement en combustible, en fourrage et en eau, etc., dont nous avons parlé plus haut, il faut passer du stade de la théorie à celui de la stratégie concrète. On pourrait étudier la possibilité de centrer sur les coopératives les programmes destinés à satisfaire ces besoins fondamentaux ou minimaux, ce qui appellerait une réforme ou un réexamen sérieux des politiques nationales au niveau le plus élevé. Il faudrait, cependant, qu'il existe une volonté de considérer la coopérative non pas simplement comme un centre de ramassage du lait et un centre de diffusion de l'information sur l'élevage et la production laitière, mais aussi comme un pôle d'animation dans le village, susceptible de se transformer en une organisation capable d'assumer la responsabilité de la gestion d'autres ressources.

Certains choix en matière de technologie ont d'ores et déjà été jugés raisonnables par les responsables des programmes "Operation Flood", par exemple (a) l'utilisation généralisée des aliments de synthèse pour animaux à la place des aliments produits sur place, en fonction du type de produits agricoles disponibles dans les villages, et (b) la préférence accordée aux races bovines étrangères au détriment des races desi (locales). Les desi sont plus robustes, supportent mieux la sécheresse et leur alimentation est moins riche en calories et en éléments nutritifs. Leur rentabilité s'en trouve naturellement diminuée, puisqu'elles produisent moins de lait. Dans certaines régions, les races desi semblent cependant mieux adaptées aux programmes envisagés et les femmes les connaissent mieux. Par ailleurs, les races étrangères comme les Jersey semblent rendre les femmes d'une prudence excessive, car on leur répète constamment qu'elles coûtent très cher et demandent beaucoup de soins. Dans bien des cas, les femmes négligent leur prorpe santé et celle de leurs enfants pour soigner leur vache. Faut-il initier les femmes aux soins vétérinaires, alors que dans certains cas leur santé et celle de

leurs enfants devraient passer bien avant ? Il s'agit là de questions délicates. Le problème qu'elles soulèvent est que la sagesse traditionnelle des femmes est aujourd'hui supplantée par des technologies et des connaissances nouvelles sans que l'on vérifie si elles conviennent à la situation locale ou sont acceptables dans ce contexte.

L'insuffisance des soins vétérinaires est lourde de conséquences pour les femmes qui commencent à être admises dans les coopératives laitières. Les mécanismes existants pour le bétail laitier laissent parfois beaucoup à désirer, car les services zootechniques, traditionnellement responsables de la protection sanitaire des animaux en général, ne sont pas équipés pour s'occuper individuellement d'un grand nombre d'animaux. Les vétérinaires qui sont envoyés sur le terrain par ces services sont en majorité des hommes. Leurs cabinets sont très éloignés les uns des autres et ils desservent des zones très vastes. Les vétérinaires font très rarement des visites à domicile et seulement en cas d'urgence. Le plus souvent, ils exigent que les animaux leur soient amenés, ce qu'il est très difficile aux femmes de faire, compte tenu de leurs tâches domestiques et autres.

Certains projets pilotes novateurs concernant les femmes et la production laitière ont essayé de donner une formation paravétérinaire à des villageoises. Ces femmes étaient soit des habitantes du village, soit des jeunes filles qui n'allaient plus à l'école et dont les mères possédaient du bétail laitier. Il s'agissait de leur donner un minimum d'instruction pour qu'elles puissent assimiler ce qu'on leur apprenait sur les maladies courantes du bétail, sa physiologie, le traitement des affections courantes, etc. Dans un Etat indien, une organisation bénévole bien connue a lancé un programme de formation des villageoises aux soins paravétérinaires. Si l'on en juge d'après l'expérience acquise dans le cadre de la plupart des programmes, les universités agricoles ont du mal à adapter "à la baisse" leurs cours de formation vétérinaire aux besoins et aux capacités des femmes et des jeunes filles des zones rurales. Les écoles de vétérinaires poursuivent néanmoins leur effort dans ce sens.

Les femmes ayant reçu une formation paravétérinaire peuvent soigner les bêtes du village moyennant une modeste rémunération. Généralement, ce sont les coopératives qui réglementent ce service et il constitue pour les jeunes filles et les femmes une incitation financière très appréciée.

Actuellement, nous l'avons déjà dit, la plupart des vétérinaires sont des hommes. Il est donc important que les femmes soient plus nombreuses à suivre les cours menant au diplôme de vétérinaire dans les universités agricoles. En Inde, cette discipline n'est pas encore acceptée par les femmes ni populaire auprès d'elles. L'armée n'a toujours pas ouvert ses portes aux femmes vétérinaires. La plus large place faite aux femmes dans les programmes de production laitière du pays devrait également conduire à une augmentation de la demande de femmes vétérinaires. Comment disposer d'un bétail laitier suffisamment nombreux et de bonne qualité, tel a toujours été le problème critique dans ce secteur. Il se pose avec d'autant plus d'acuité aujourd'hui que le bétail laitier, considéré comme un avoir durable, est un élément important des différents programmes de lutte contre la pauvreté, comme l'IRDP. Traditionnellement, le bétail s'achète et se vend dans des foires. Il s'en tient dans la quasi-totalité des Etats indiens, à diverses périodes de l'année, qui sont réputées parce qu'on y présente les meilleures races locales. Toutefois, les programmes d'élevage menées sous l'égide du gouvernement n'ont pas rencontré beaucoup de succès car ils se désintéressent des races indigènes ou de celles disponibles sur place. On pourrait concevoir des programmes qui offriraient des aides aux agriculteurs locaux, surtout aux femmes, désireux d'élever des animaux pour accroître le cheptel du village et instituer un système d'"éleveurs agréés" (comme il existe des "producteurs agréés" de semences).

Le groupement des femmes dans des coopératives laitières a fait apparaître certains aspects très intéressants des systèmes villageois traditionnels de "louage" d'animaux contre rémunération. Dans de nombreux villages où des coopératives laitières exclusivement féminines ont été créées, les femmes qui en font partie ont révélé qu'elles pratiquaient un système de bail pour le cheptel : un propriétaire foncier fortuné achète un animal mais en confie la charge à une villageoise pendant la saison sèche. Lorsque la vache a vélé, la moitié du lait va au propriétaire. L'opération recommence pendant la saison sèche suivante. Les femmes qui ont travaillé dur pour nourrir le bétail pendant ces périodes en sont venues à considérer ces animaux comme les leurs. Lorsque la coopérative a voulu leur obtenir des prêts bancaires pour acheter d'autres animaux, les villageoises, d'abord très hésitantes, ont demandé l'autorisation de "racheter" les vaches posa (comme on les appelait traditionnellement) à leurs propriétaires au lieu d'en acheter d'autres. La plupart de ces vaches étaient de race locale. Les agents de vulgarisation du projet de production laitière par les femmes et les responsables des coopératives n'ont pas accédé sans difficulté à cette demande, car des procédures avaient été arrêtées en ce qui concerne le prix de vente des animaux, le mode d'achat, les races acceptées, etc. Toutefois l'attitude souple et ouverte des responsables du projet au plus haut niveau a fait beaucoup pour aider les femmes à devenir propriétaires de leurs vaches posa dans le cadre du programme des coopératives.

Dans un célèbre film indien des années 70, on voyait un jeune vétérinaire entreprenant et idéaliste utiliser ses connaissances pour soigner les habitants d'un village isolé où l'on ne savait pas ce qu'était un médecin. A l'aide d'une grosse seringue destinée aux animaux, il administrait de la pénicilline et d'autres médicaments de première urgence aux villageois gravement malades, qui le considéraient comme le sauveur du village. Or, les missions technologiques organisées par le Gouvernement indien pour procéder à l'immunisation de tous les enfants ont mis en évidence une lacune très sérieuse, à savoir l'absence d'une chaîne du froid pour la conservation des vaccins. Le réseau de congélateurs des vétérinaires (destiné à la conservation de la semence congelée) a été le bienvenu dans de nombreuses localités pour pallier ce manque. Certains responsables sont allés plus loin et ont appris aux femmes secrétaires des coopératives féminines à administrer les vaccins (par voie orale et par injection) aux enfants des villages. Les coopératives féminines tenaient les registres et l'étude de certains d'entre eux a montré que non seulement tous les enfants avaient été vaccinés mais aussi que les intervalles entre les différents rappels avaient été rigoureusement respectés, ce qui n'est pas toujours le cas dans les programmes d'immunisation courants.

Dans bon nombre de localités, l'approvisionnement en fourrage posait également un gros problème. Les programmes concernant les femmes et la production laitière étant axés sur les catégories de femmes les plus démunies, les adhérentes des coopératives avaient très peu de terres à leur disposition. Il importait de ne pas utiliser les terres consacrées aux cultures de subsistance pour cultiver du fourrage. Le projet prévoyait que la coopérative prendrait à bail des terres communales du village qui seraient utilisées par les femmes pour cultiver du fourrage.

Toufefois, étant donné le manque de terres, il faut encourager les femmes à cultiver des plantes fourragères sur les talus et en lisière de leurs lopins. On trouve généralement dans les villages indiens une très grande variété de plantes et arbustes fourragers traditionnels, qui pour la plupart ne figurent pas sur la liste "officielle" des variétés fourragères dressée par les ministères de l'agriculture et de l'élevage. La majorité de ces arbres, arbustes, herbes et plantes poussent aussi bien en période de sécheresse qu'à la saison des pluies et il en est ainsi depuis des milliers d'années. On les trouve généralement sur les terres communales, où il n'y a pas de cultures vivrières. Le plus souvent, le ramassage de ce fourrage est laissé aux jeunes enfants du village, surtout aux filles. Les petits villageois acquièrent en grandissant une connaissance approfondie des plantes, feuilles et herbes, comestibles qui poussent dans le village et qui peuvent servir à nourrir les animaux tels que chèvres, vaches laitières, etc.

Par ailleurs, les femmes qui essaient, dans le cadre des programmes de production laitière, de se lancer dans la culture fourragère sont encouragées soit à cultiver des parcelles de démonstration, où sont installés des puits tubés (pour l'approvisionnement en eau) qui alimenteront toute la communauté, ces parcelles étant situées sur des terres du gouvernement, soit, pour les plus démunies d'entre elles, à faire pousser des plantes fourragères sur les parcelles qu'elles exploitent pour leur propre subsistance en se servant de pochettes qui leur sont fournies et qui contiennent des sachets de semence, une petite quantité d'engrais et un mode d'emploi rédigé dans la langue locale. Là où des femmes supervisent le travail de vulgarisation, elles sont chargées d'initier les villageoises aux bonnes pratiques d'ensemencement, de culture des semis et d'utilisation des engrais. Certains des projets les plus dynamiques complètent cette information par d'autres moyens tels que réunions, affiches, projections de films et de diapositives, diffusion de bulletins, etc. Toutefois, les arbres fourragers sont le plus souvent ignorés des services de vulgarisation alors qu'ils constituent une bonne source de fourrage de remplacement qui ne demande pas d'irrigation. En interrogeant les villageoises, on peut obtenir une somme considérable d'informations sur les arbres dont le feuillage peut servir à l'alimentation du bétail.

**Sériciculture**

L'Inde est un grand producteur de soie, dont elle fabrique différentes variétés, les principales étant la soie du bombyx du mûrier et la soie tussah. L'Inde est après la Chine le deuxième producteur mondial de soie tussah (11 % de la production mondiale). La soie tussah est considérée comme une production forestière intéressante, en raison de l'abondance des arbres Arjun et Asan qui sont les plantes hôtes du ver. La production de soie tussah, bien que pratiquée dans de nombreuses régions de l'Union indienne, n'est pas encore pleinement développée. Son principal inconvénient par rapport à celle de la soie du bombyx du mûrier tient à la nature du cycle physiologique du ver, qui se déroule uniquement en plein air, c'est-à-dire sur la plante hôte. Pendant la phase d'élevage du bombyx du mûrier, au contraire, les opérations les plus délicates ont lieu à l'intérieur et sous contrôle. Les plantes hôtes du ver produisant la soie tussah croissent sur des terres qui ne nécessitent pas d'irrigation et ne font donc pas concurrence aux cultures vivrières. Les femmes participent en très grand nombre à bien des activités sériciccoles, telles que l'élevage, le dévidage ou le filage. Elles travaillent également dans les plantations. On estime que du stade de la culture du mûrier jusqu'à celui de la récolte des cocons, un demi-hectare de plantation de mûriers fait travailler quelque 360 femmes chaque année. Ce sont essentiellement les femmes qui récoltent les feuilles et les hommes qui les transportent. La sériciculture se déroulant à l'intérieur, les tâches laissées aux femmes sont principalement de tri des cocons, l'enlèvement de la bourre, l'étouffage, le dévidage, le réembobinage, le moulinage, le décrassage, etc. Elles sont moins nombreuses aux stades du tissage, de la teinture, de l'impression ou de la commercialisation, ceux où intervient la valeur ajoutée et où, de tout temps, elles se sont vu refuser l'apprentissage des compétences nécessaires.

La participation des femmes au développement de la sériciculture suppose donc qu'elles soient présentes à tous les stades des activités qui lui sont liées, de la plantation à l'élevage, en passant par le filage, le dévidage, le tissage, l'impression, la teinture, la commercialisation, etc., et que l'on développe leurs compétences dans tous ces domaines, en particulier dans les secteurs non traditionnels/à valeur ajoutée. Certaines activités annexes, telles que la préparation des charkas (rouets) et des métiers, ainsi que leur entretien, pourraient également être confiées aux femmes qui prendraient ainsi une part active aux choix technologiques et aux activités de R-D liées au perfectionnement de ces outils.

Le Gouvernement indien, parallèlement à des organismes donateurs tels que la Banque mondiale et à des donateurs bilatéraux, investit actuellement beaucoup dans la sériciculture. Bien que la question de la productivité des femmes dans ce secteur se pose de manière évidente, beaucoup des nouveaux programmes séricicoles actuellement mis sur pied ne tiennent pas compte de toutes les contraintes auxquelles se heurtent les femmes qui y travaillent. Parfois, on privilégie trop, parmi les objectifs du projet, la production de soie ou l'accroissement de cette production. Parfois, la création d'emplois dans les zones rurales et la promotion des femmes passent au second plan par rapport à des mesures destinées avant tout à soutenir une industrie tournée vers l'exportation. De même, les problèmes technologiques ne sont pas pris en considération sous tous leurs aspects ; ainsi, s'est-on posé la question de savoir si l'introduction de la race bivoltine en Inde, qui vise à réduire les importations, entraînerait des suppressions d'emploi.

Les avantages et les inconvénients respectifs des cultures vivrières et de la sériciculture doivent être analysés soigneusement, surtout dans les régions de cultures pluviales. Les femmes pratiquent traditionnellement une agriculture de subsistance et, comme elles sont chargées de nourrir leurs familles, elles considèrent comme primordiales non seulement la culture des céréales et des céréales alimentaires de base, mais aussi celle des céréales secondaires et du millet, ainsi que d'autres cultures de subsistance. Le remplacement de ces cultures traditionnellement "féminines" par une culture de rapport, comme la sériciculture, peut avoir des répercussions sérieuses sur la santé et la nutrition des familles, surtout les années de sécheresse où les agriculteurs ne tirent pas de leurs cultures de rapport des bénéfices suffisants pour acheter sur le marché les produits alimentaires et autres dont ils ont besoin. A l'heure actuelle, ceux qui élaborent les programmes le développement de la sériciculture ne se préoccupent guère d'encourager la recherche sur les variétés de mûriers résistant à la sécheresse, d'introduire ces cultures à côté des cultures vivrières ou de conserver l'eau et les sols. La possibilité d'intercaler des cultures vivrières et des plans de mûrier n'a pas non plus été sérieusement étudiée. Deux autres problèmes du même ordre se posent, à savoir l'amélioration de l'irrigation et la gestion des bassins hydrographiques, d'autant que certains puits forés dans les zones irriguées s'assèchent du fait de la surexploitation des eaux souterraines.

Comme dans le secteur laitier, l'une des raisons qui expliquent l'inégalité d'accès des femmes à la sériciculture tient au fait qu'elles sont inégalement représentées dans le réseau de vulgarisation et de formation, ainsi que dans l'élaboration, l'administration ou l'évaluation des programmes. Plus le nombre de femmes dans le personnel de vulgarisation est important, plus l'impact du programme est grand. Il importe, cependant, de considérer non seulement le sexe, mais aussi la classe sociale et la caste. Le programme de sériciculture est fondé sur l'exploitation de la terre ; pour éviter que ceux qui n'en possèdent pas en soient exclus, il faut les associer à diverses activités non agricoles, comme le dévidage, le filage ou la fabrication des claies où sont élevés les cocons. Même si le rôle productif des femmes dans la sériciculture est accepté, le danger existe que ce soit les hommes qui monopolisent les nouvelles connaissances, comme dans le secteur laitier. Les risques professionnels auxquels les femmes sont exposées doivent être l'un des paramètres des projets. Pendant la période d'élevage, les femmes doivent rester éveillées pendant toute la nuit, car il faut hacher les feuilles de mûrier et les donner aux vers toutes les trois heures. Les enfants aident les femmes dans ce travail. Même pendant la journée, elles n'ont pas un moment de répit. Certaines y ont perdu leur santé et leur énergie, devenant incapables d'assumer leurs tâches quotidiennes. Il faudrait essayer d'orienter la main-d'oeuvre féminine vers d'autres activités comme la supervision des centres d'élevage des Chawkis ou la commercialisation des cocons, de manière à revaloriser le travail des femmes qui ne devrait pas être axé uniquement sur la production des cocons, activité typiquement "féminine".

Nombre de programmes prévoient des stages de formation qui se déroulent dans des écoles ou des établissements spécialisés situés loin des villages. Ces stages sont de durée variable, allant de quelques jours à un mois, voire plus. Il est très difficile aux femmes de s'absenter pendant un mois, même si elles ont la possibilité de loger dans les établissements de formation, ce qui souvent n'est pas le cas. Etant donné l'inégalité qui caractérise les relations sociales au sein de la famille et le partage des tâches entre les sexes - les femmes prédominent dans les plantations de mûriers et l'élevage des cocons - les établissements de formation ouverts aux deux sexes ne peuvent pas répondre aux besoins spécifiques des femmes, même si un nombre suffisamment grand d'entre elles a été sélectionné. Comme les femmes ont des fonctions spécifiques dans la culture, l'élevage, le dévidage, il faut s'employer délibérément à revaloriser ces fonctions pour surmonter les obstacles liés à l'inégalité d'accès à la formation évoquée ci-dessus. Il faudra tenter d'instituer une sorte de préparation à la formation dans les villages. La mobilisation des travailleurs au sein d'associations d'éleveurs, de fileurs ou de tisserants, pourrait aussi s'avérer utile. La préformation devrait être intégrée aux projets dès leur conception. On pourrait associer des organismes bénévoles à cette activité. On pourrait aussi offrir des bourses à des jeunes filles compétentes venant de familles défavorisées.

## Intégration de la sagesse traditionnelle aux projets de développement concernant les femmes

### 1. Les marchés traditionnels

Les informations recueillies au cours des enquêtes portant sur les marchés ruraux (shandies et haats) dans les villages des Etats du Karnâtaka et de l'Uttar Pradesh permettent de mieux comprendre les stratégies de survie des femmes pauvres, confrontées à des problèmes innombrables : manque de ressources naturelles pour la production de marchandises, impossibilité d'obtenir à bon compte des avances de trésorerie, comportement dominateur des négociants et des commerçants dont elles vendent les produits, absence de débouchés commerciaux, discrimination salariale sur le marché du travail, remplacement des marchandises traditionnelles par des produits modernes, vieillesse et perte d'énergie et d'initiative qui en découle, manque d'espace pour entreposer, d'installations de transformation, de matières premières, d'équipement, de moyens de transport, besognes épuisantes, manque d'information sur les installations et l'infrastructure existantes qui pourraient leur permettre d'augmenter leurs revenus. Il ne leur est jamais possible de résoudre ces problèmes de façon optimale. Les interventions extérieures, par le biais de la planification du développement, devraient se situer aussi au niveau micro-économique, en prenant comme paramètres de base les différentes catégories professionnelles dans la production, les échanges et la commercialisation.

Les femmes qui travaillent sur les marchés ruraux sont, comme nous l'avons vu :

- Les productrices qui vendent pour leur propre compte
- Les commerçantes qui vendent pour leur propre compte
- Les employées de négociants/marchands/intermédiaires dont elles vendent les produits.

De par leur structure, ces activités relèvent des secteurs primaire, secondaire et tertiaire de l'activité économique.

On peut concevoir de nombreuses possibilités prometteuses d'interface mutuellement bénéfique entre, d'une part, activité de marchés ruraux, et, d'autre part, les programmes de développement qui sont mis en oeuvre par le gouvernement à l'intention des femmes défavorisées.

Le Programme de développement en faveur des femmes et des enfants des zones rurales, communément appelé DWCRA, est le plus vaste programme national destiné aux femmes pauvres du pays. Conçu pour les femmes de foyers démunis, plus particulièrement celles qui sont chefs de famille, il dépend du Programme intégré de développement rural (Integrated Rural Development Programme - IRDP) et vise à constituer des groupes viables de femmes qui travaillent et à les soutenir grâce à des prêts bancaires, des subventions, un soutien à la commercialisation sous forme de facilités de trésorerie, ainsi qu'à des mesures sociales telles que la garde des enfants. Le programme, qui existe depuis 6 à 7 ans, a permis de former quelque 25.000 groupes de femmes et d'apporter une aide financière à bon nombre d'entre elles.

L'un des principaux défis que le DWCRA doit relever consiste à choisir les activités économiques à entreprendre, en tenant compte du double critère de la viabilité commerciale et des besoins locaux. Pour un programme d'une telle portée, le choix entre la supervision centralisée et la planification micro-économique est crucial. Le produit ou l'activité choisi par les femmes doit avoir une utilité pour la région et correspondre à une demande existante ou potentielle sous la forme d'un marché. En raison de facteurs divers - la perception dans la classe moyenne de ce qui constitue une activité lucrative "convenable" pour les femmes n'étant pas le moindre d'entre eux - les choix qu'ont faits les fonctionnaires du DWCRA n'ont pas répondu aux critères de la viabilité commerciale ou des besoins locaux. Il en résulte très souvent que les femmes fabriquent des produits qui ne se vendent pas localement et qu'elles ne peuvent pas non plus écouler sur des marchés plus lointains où pourrait exister une demande. Certains de ces produits n'ont aucun débouché et leur fabrication résulte de choix incontestablement erronés.

L'examen de la structure des activités des femmes sur les marchés traditionnels pourrait aisément donner matière à réflexion aux responsables du DWCRA. Au niveau local, un groupe du DWCRA pourrait aussi tirer le plus grand profit d'une étude analogue du marché traditionnel le plus proche. Le Programme prévoit effectivement une enquête au niveau du village en tant qu'activité préalable à la formation d'un groupe ; celle-ci pourrait utilement comprendre l'étude d'un marché rural.

L'enquête faite à Hosur a révélé que, sur 117 femmes exerçant leur activité au marché hebdomadaire traditionnel, 8 seulement travaillent à leur propre compte, les autres étant commerçantes ou employées par des marchands ou des intermédiaires et, apparemment, de plus en plus nombreuses que les premières. On constate également que les femmes entrant dans cette seconde catégorie se heurtent à des problèmes de trésorerie et sont exploitées par les intermédiaires. Il faut donc s'attaquer simultanément à deux problèmes :

- La diminution de la base de ressources et, partant, celle du nombre de productrices

- L'insuffisance de crédits de commercialisation bon marché et disponibles au bon moment.

Le DWCRA, qui est une émanation de l'IRDP, finance l'achat de machines et de matériel et les avances de trésorerie. Les articles vendus sur le marché d'Hosur, tels que les produits alimentaires, les cache-pot, les condiments, la poterie, des articles en bambou, etc., pourraient être, soit fabriqués par les femmes soit achetés par elles aux producteurs, si le DWCRA leur fournissait une aide sous forme de biens d'équipement et de facilités de trésorerie. Lorsque les marges sont plus élevées et les risques plus faibles, les femmes pourraient acheter directement aux grossistes, par exemple du prêt à porter, en utilisant les fonds de roulement du DWCRA. Pour que la vente au détail sur les shandies "marche bien", il faut qu'elles disposent de capitaux à bon marché et de moyens de transport. Pour

les femmes sans terre, par exemple, la vente au détail de légumes, financée à l'aide de crédits peu coûteux, pourrait être rentable, de même que celle d'autres produits tels que les poissons séchés, le tabac, les feuilles de bétel ou les articles de toilette.

L'importance que le DWCRA accorde au groupe en tant qu'unité de base n'implique pas que tous les membres de ce groupe exercent une activité commune. Pareille activité n'est pas nécessairement génératrice de cohésion et d'unité ; celles-ci doivent être assurées par le biais de la formation et de la sensibilisation.

Il ressort de l'étude de Hosur que les femmes ne "font" pas les marchés avec la même fréquence : certaines y vont une fois par semaine, d'autres plus souvent et quelques-unes quotidiennement. L'existence d'un groupe DWCRA bien soudé, animé par un sentiment d'unité et d'identité, pourrait permettre aux marchandes de faire moins souvent les marchés, les déchargeant ainsi d'un travail physique très dur. Les femmes, en particulier l'animatrice du groupe, pourraient s'entraider en se remplaçant sur les marchés.

Deux produits de caractère traditionnel - le bambou et la poterie - sont vendus par les femmes au shandy de Hosur. Avec la mécanisation de la poterie, leurs moyens d'existence se trouvent menacés. De même, bien qu'on ne le dise pas expressément, il est possible que le bambou vienne à manquer. Les fonctionnaires du DWCRA pourraient surveiller ces secteurs d'activité en déclin et leur substituer d'autres occupations. Il existe des liens très étroits entre le DWCRA et un programme de formation appelé TYRCEM - Training of Rural Youth for Self Employment - (préparation des jeunes des zones rurales à un travail indépendant), lequel pourrait être utilisé pour diversifier les compétences.

L'étude portant sur l'Uttar Pradesh donne une image légèrement différente des foires de village - plutôt que des marchés - qui se tiennent dans diverses localités tout au long de l'année. Les femmes qui y vendent leurs produits vont aussi de village en village pour tenter de les écouler. La région étant montagneuse et inhospitalière et les agglomérations très éloignées les unes des autres, ces déplacements leur sont extrêmement pénibles. Dans presque tous les villages sur lesquels a porté l'étude, les femmes ont demandé l'installation d'un magasin local et/ou des moyens de transport bon marché et commodes pour leur permettre de se rendre plus facilement aux foires. L'IRDP dispose de crédits pour financer la mise en place d'infrastructures à concurrence d'un certain pourcentage du coût total d'un projet. Ces crédits pourraient être utilisés pour subventionner le transport et installer des magasins dans les villages ou l'on vendrait des articles en laine ou en ringaal, des tapis en fibre végétale, etc.

La raréfaction des matières premières, telles que la laine, le bambou, les plantes herbacées, et celle d'apports tels que le fourrage pour le bétail laitier, constituent des problèmes majeurs dans les villages de l'Uttar Pradesh. Face à cette détérioration de l'environnement, les femmes sont obligées d'aller de plus en plus loin dans la jungle, d'acheter de la laine plus cher ou encore d'accepter des rendements laitiers plus faibles. La solution consiste à établir des liens avec les grossistes, par exemple, pour la laine, avec la Khadi Village Industries Commission (Commission des industries villageoises de tissage), tâche dont le DWCRA pourrait se charger.

Pour remédier au manque de locaux (entrepôts ou ateliers), de matériel, d'installations de transformation, etc., on pourrait utiliser les crédits dont l'IRDP/DWCRA dispose au titre de l'infrastructure, ou créer une unité de production ou des installations communes. Là où pareilles installations sont nécessaires, par exemple pour la teinture, le cardage ou le stockage, il serait rentable de créer un centre où elles seraient regroupées. Comme les activités des

groupes villageois de l'Uttar Pradesh sont plus homogènes, le modèle du DWCRA pourrait fonctionner comme une coopérative. L'unité de production lainière pourrait être dotée d'un atelier commun, avec notamment des métiers à tisser et un entrepôt, ainsi que des installations nécessaires pour les opérations qui précèdent ou suivent le tissage. Le DWCRA dispose de crédits pour la construction de centres de développement communautaires implantés au niveau du block (un block comprend une centaine de villages). Compte tenu de l'importance de certaines des activités et de leur extension dans la région, il pourrait y avoir un centre par block.

Les fonds de roulement du DWCRA pourraient aider les travailleuses de Kausani et de Gwaldam à acheter la laine en gros à la Khadi Village Industries Commission, et à procéder à des inventaires saisonniers des produits finis. Chaque groupe pourrait recevoir une avance de 10.000 roupies. Dans le cas où ce montant ne suffirait pas, il pourrait être utilisé comme provision auprès des banques pour obtenir une somme plus élevée.

Le manque de fourrage dans les villages de la région d'Almora, dans l'Uttar Pradesh, semble restreindre les activités de production laitière des montagnardes. Les perspectives seraient toutefois moins sombres si l'on était informé des apports que peuvent fournir les principaux programmes de développement laitier. Il existe en effet un programme, Operation Flood II, qui est mis en oeuvre au niveau national dans toutes les régions où l'on élève du bétail laitier. En associant les villages de la région d'Almora à Opération Flood II, on pourrait améliorer la qualité du bétail et celle de son alimentation (grâce à des concentrés de fourrage), fournir des incitations à la production de fourrage et à la création d'installations sanitaires au niveau des villages, y compris d'équipement pour l'insémination artificielle, etc. Il faut toutefois déterminer s'il est plus rentable de transformer le lait frais en khoya (gateau au lait), que de vendre la lait frais. Opération Flood II n'encourage pas particulièrement la production décentralisée de produits laitiers au niveau des villages (le choix des produits laitiers fabriqués est généralement fait par les syndicats de producteurs laitiers des districts), mais les difficultés de transport en terrain accidenté, en particulier dans des conditions météorologiques défavorables, font pencher la balance en faveur du développement de l'activité traditionnelle qu'est la fabrication du khoya et de la préparation de sucreries qui se conservent plus longtemps. Opération Flood II met l'accent sur la constitution de coopératives de production laitière au niveau des villages. Si l'on décide que ce sont les femmes, et non les hommes, qui deviennent membres de ces coopératives conçues sur le modèle Opération Flood II/Anand, il devrait bien être enfin possible de tirer des revenus de la vente du lait, des produits à base de khoya ou des sucreries.

Leur vie n'en sera pas pour autant moins difficile (la fabrication du khoya exige beaucoup de travail). Le combustible manque toujours dans les montagnes. L'utilisation de fours à faible consommation, qui présentent moins de danger pour l'environnement et répondent aux besoins des femmes, est donc une mesure qui s'impose. Ces fours simpliferaient le travail, réduiraient les risques d'inhalation de la fumée de charbon de bois et, en économisant le combustible, contribueraient à freiner le déboisement. Un Programme national visant à en généraliser l'utilisation est actuellement mis en oeuvre dans le pays.

## 2. Pratiques traditionnelles d'entreposage

Les techniques utilisées pour conserver les produits agricoles et horticoles après la récolte constituent un aspect important de l'action de vulgarisation. Les agents de vulgarisation qui opèrent sur le terrain sont pour la plupart des hommes diplômés d'écoles d'agriculture. Les femmes qui font partie de ces services ont traditionnellement reçu une formation en économie domestique étant donné que l'enseignement supérieur agricole n'est ouvert aux femmes que depuis peu. Les programmes d'études des collèges d'enseignement ménager et des universités agricoles

concernant la transformation des aliments, le stockage ou la conservation des récoltes, mettent surtout l'accent sur les connaissances non autochtones. Les pratiques "modernes" de conservation des aliments, d'entreposage des céréales, de lutte contre les animaux nuisibles, etc., font partie du savoir classique inculqué à ces jeunes diplômés pendant leurs études. On les initie par exemple à l'utilisation de produits chimiques pour lutter contre les rongeurs et les parasites ainsi qu'à celle des engrais chimiques et de moyens d'entreposage modernes des céréales.

Les agents de vulgarisation qui opèrent sur le terrain doivent établir des contacts personnels avec les agriculteurs. Ce sont surtout les hommes qui sont la cible des messages de vulgarisation, qui assimilent ces connaissances nouvelles et reçoivent une formation dans des Centres de formation agricole.

Plusieurs approches nouvelles ont été utilisées en Inde dans le cadre des programmes destinés aux agricultrices. En se fondant sur le réseau de télévision, de nombreux Etats font l'essai de programmes de vulgarisation agricole directement axés sur les femmes qui visent à les former au travail de vulgarisation aux niveau du village et du block (les intéressées ont des qualifications dans les domaines de l'agriculture ou de l'économie domestique). L'interaction personnelle avec les cultivatrices est assurée par la présence de femmes dans les services de vulgarisation.

Les pratiques traditionnelles d'entreposage prévalant dans les circonscriptions de Hunsur et d'Udipi (Etat du Karnâtaka) sont adaptées aux conditions locales - ce qui est vrai d'une récolte dans un village ne l'est pas nécessairement dans un autre. Ces pratiques et techniques d'entreposage locales doivent donc être minutieusement étudiées pour que leurs principaux avantages puissent être quantifiés et que l'on puisse suggérer les améliorations à leur apporter. Une plus grande réceptivité des agents de vulgarisation - hommes et femmes - contribuera grandement à éviter les conflits. Dans une certaine mesure, les diplômés en sciences agricoles et en économie domestique devront "désapprendre" ce qu'ils ont appris à l'école pour pouvoir se convaincre eux-mêmes que l'adaptation aux conditions locales et le faible coût de construction peuvent être des gages d'utilité et de viabilité fonctionnelles et que les matériaux locaux sont tout aussi efficaces que les produits chimiques pour lutter contre les rongeurs et les animaux nuisibles.

Il faudrait faire connaître ces techniques traditionnelles - non seulement aux agents de vulgarisation - hommes et femmes - mais aussi à tous ceux qui sont chargés de la conception des programmes de vulgarisation, ainsi qu'aux universitaires qui élaborent les programmes d'étude des collèges et des universités d'économie domestique.

Les matériaux décrits dans les deux études de cas sont tous locaux et tirés de la biomasse - bouse de vache, terre, paille, sable, boue rouge, feuilles de margousiers, foin, bambou, canne à sucre, fibre de cocotier, sel, huile, feuilles, jute, etc. L'Indian Standards Institution préconise l'utilisation d'éléments tels qu'anneaux en béton armé, feuilles de métal, murs en métal, briques, bois, cônes métalliques, goudron, mortier, plâtre. Certains des matériaux locaux tirés de la biomasse comme le bambou, la canne à sucre ou la fibre de coco risquent de se raréfier en raison de l'appauvrissement général de la biomasse dans les villages. Or les pratiques traditionnelles d'entreposage supposent que celle-ci soit préservée. On peut donc convaincre les villageois de ne pas détruire et appauvrir une biomasse dont ils ont tant besoin.

## 3. Pratiques sanitaires traditionnelles

Les pratiques culturelles ancestrales liées à la naissance, à la menstruation et à la grossesse font partie du savoir professionnel de la sage-femme traditionnelle en Inde, la "dai". Elle est le trait d'union entre le système de santé moderne et la tradition villageoise dans ce domaine. L'existence de cette chaîne ininterrompue de connaissances et de savoir-faire fondée sur les castes a permis au système de santé moderne de mieux toucher les femmes, en particulier les femmes pauvres des zones rurales.

Les pratiques culturelles décrites dans l'étude sur le terrain sont un amalgame de superstitions et de coutumes fondées sur des notions scientifiques valables. L'hygiène personnelle pendant la menstruation, une alimentation nutritive pendant l'adolescence, l'abandon des tâches ménagères épuisantes pendant les règles, etc., semblent en être les principes de base qui, par la suite, ont été associés à des croyances et des pratiques traditionnelles. De même, les pratiques prénatales et postnatales dont il a été question ont pour objectif de supprimer les dangers de l'accouchement et de préserver la santé de la mère et de l'enfant. Persistent toutefois le préjugé traditionnel en faveur de l'enfant mâle et l'indifférence à la saleté et au risque d'infection. S'il semble irrationnel de priver l'accouchée de nourriture, d'autres pratiques comme les postures traditionnelles pendant l'accouchement, la préparation d'aliments et de boissons visant à accélérer le travail et à "normaliser" le corps, en particulier l'utérus, reposent sur des bases scientifiques.

Les exemples susmentionnés soulignent la nécessité de se documenter sur ces pratiques et de les comparer à la science médicale moderne. La "dai" représente le premier degré du système de soins maternels et infantiles. Parmi les fonctionnaires qualifiés du système de santé moderne, la sage-femme auxiliaire, communément appelée ANM, est l'équivalent de la "dai". Le plus souvent, elle a reçu une éducation et une formation fondées sur le modèle de la médecine occidentale. Toutefois, le milieu dans lequel elle travaille, le terrain, la met en contact étroit avec les accoucheuses traditionnelles ainsi qu'avec les femmes des zones rurales. Elle est donc bien placée pour servir de "filtre" en écartant les croyances irrationnelles et en encourageant les pratiques médicalement valables. Comme toutes ces pratiques sont axées sur les femmes et les jeunes filles, il sera facile à l'ANM de communiquer avec les femmes et les enfants à travers elles. Les médias indiens, en particulier la télévision et la radio, font actuellement une large place à la condition des petites filles, des adolescentes et des jeunes mères. Les messages diffusés soulignent que les jeunes filles et les femmes enceintes doivent se nourrir sainement, qu'une bonne nutrition facilite l'accouchement et qu'il ne doit pas y avoir de discrimination entre les filles et les garçons. Les pratiques traditionnelles décrites dans l'étude de cas mettent en relief la psychologie et la santé de la femme. Bien qu'elles n'insistent pas expressément sur l'égalité des sexes, l'importance de la "féminité" et de la "maternité" y est implicite. Il serait donc utile d'étudier les points de convergence entre les nouveaux messages sur l'égalité des sexes dans le domaine de la santé et les anciennes pratiques qui affirment l'identité des femmes et les valorisent.

## ANNEXE 1

REFERENCES


1. Integrating Women's Interest into a State Five Year Plan : Karnâtaka, sous l'égide du Ministère de la protection sociale. ISST, New Delhi, 1984.

2. Sen, Gita et Grown, Caren : Development Alternatives with Women for a New Era. Publié par l'Institut Chr. Michelson, Bergen, Norvège, 1985. Réimpression, Monthly Review Press, New York, 1987.

3. Ghosh, Shanti : Discrimination begins at Birth. Communication présentée lors d'un atelier de travail sur le thème "Focus on the girl child", New Delhi, 1985.

4. Dharampal : Indian Science and Technology in the Eighteenth Century, Hyderabad, Academy of Gandhian Studies, 1971.

5. Mehra P.N : Imphal's All Women Bazar, Hindustan Times, 28 février 1988.

6. Khan M.E : Ghosh Dastidar, S.K et Singh Patanjeet : Nutrition and Health Practices among the rural women. New Delhi, Operation Research Group, 1982.

7. Shram Shakti - Report of the National Commission on Self-employed Women and Women in the Informal Sector by Ela Bhatt, New Delhi, 1988.

8. Arizpe, Lourdes : Culture in International Development. Communication présentée à la 19e Conférence mondiale sur la pauvreté, le développement et la survie collective, New Delhi, 1988.

9. Mahila Haat, Project facilitation centre for women producers from low income households, New Delhi, ISST, 1988.

10. ISST : Women Producers of Kumaon, New Delhi, ISST, 1988.

11. Round Table on Development Survival Strategies of the poor, Traditional Wisdom - A Reflection. ISST, Bangalore, 1987.

12. The World ten Years after the "Brandt Commission" Willy Brandt, Vienne, 19 septembre 1988 - Réunion convoquée par l'Institut de Vienne pour le développement et la coopération.

13. Centre for Development Studies : Poverty, Unemployment and Development Policy - A Case Study of Selected Issues with reference to Kerala. Bombay, Orient Longman, 1977.

14. Per Lindstrup Anderson, IFPRI - document récapitulatif - Nutritional Impact of Agricultural Production Practices.

15. Julius K. Nyerere - Fourth Silver Jubilee Lecture : Africa Exists in the Economic South for ECA, 16 avril, 1988.

16. Allred Maisels : The Brandt Report and the Present Commodity Crisis.

17. Banque mondiale : the Institutional Context of efforts to reach poor women in India. Banque mondiale, 1988.

I8. Scientific Storage, Pest Control and Inspection of food grama - Vol. I and Vol. II.

I9. Women Pavement Vendors assert their rights - Rapport de l'action bénévole d'Ahmedabad, 1981.

20. Jeffery, Patricia, Jeffery, Rogr et Lyon, Andrew : Contaminating States and Women's Status. New Delhi, Indian Social Institute, 1985.

21. Mukul Mukherjee : The Indian Economic and Social History Review, Vol. 20, n° 1 (1933).

22. Jain, Devaki : letting the Worm Turn : Innovative approaches to poverty alleviation with special reference to women in South Asia/india. Communication présentée au groupe de discussion III/K du FIDA réuni parallèlement à la I9e Conférence mondiale de la Société internationale pour le développement, tenue à New Delhi.

- Healing the Wounds of Development Curriculum Requirements. Communication présentée à la Conférence sur l'éducation des femmes dans le monde. Prospects and Agenda for the future, South Hadley, 1987, Mount Holyoke College.

- Attaining Plan objectives - The Role of new themes in Research. Communication présentée au Colloque international de l'Unesco sur les méthodes d'intégration des problèmes des femmes dans la planification du développement, 1987.

- Advances in Feminist Theory - An Indian Perspective. Communication présentée au XIe Congrès mondial de sociologie. New Delhi, 1986.

- The Culture of the Poor - Is equitable development possible. Communication établie pour la Conférence nationale sur la culture, Bangalore, 1986.

- Development South Style. Communication présentée au Groupe de travail chargé des questions liées au développement national, Commission Sud, Genève, 2-4 novembre 1988.

- Women and Health. Communication présentée au Séminaire sur les stratégies prospectives en faveur des femmes indiennes, New Delhi, 1985.

- Household Food Security - production consumption link. Communication présentée à la Harvard Divinity School, dans le cadre d'un cours sur Gandhi, Harvard, 1983.

23. Women in Poverty - Tyranny of the Household - Investigative Essays on Women's Work (Vikas Publishing House).

24. Bibliography on Women at Work in India - An Update 1985-86. (Sage Publishing House)

25. Towards Equality. Report of the Committee on Status of Women in India, Gouvernement indien, 1975.

26. Perspective Plan 2000. Document établi par le Gouvernement indien, 1988.

# ANNEXE 2

MARCHE TRADITIONNEL

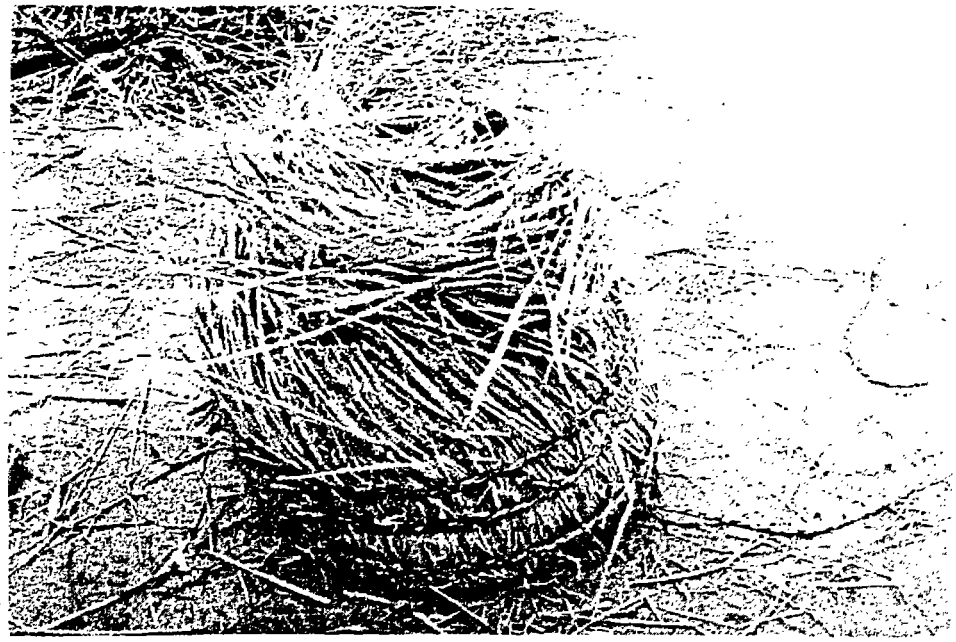
LE "SHANDY" (marché)

VENDEUSES AU MARCHE

PRATIQUES TRADITIONNELLES D'ENTREPOSAGE

UN "GANAJA THIRIKATTU"

UN "GALAGAE"



UN "MUDI" AU STADE FINAL DE SA CONSTRUCTION

UN "MUDI" TERMINE CONTENANT ENVIRON 40 KILOS DE RIZ

CONSERVATION DU TAMARIN

LE SECHAGE DU TAMARIN :
AVANT ET APRES L'ENLEVEMENT DE LA GOUSSE

TECHNIQUES D'ENTREPOSAGE DES GRAINES

LES "MUDIS" SONT PLACES SUR UNE PLATE-FORME EN BAMBOU
ET COUVERTS DE FOIN POUR QUE LES GRAINES CONSERVENT
LEUR FACULTE GERMINATIVE

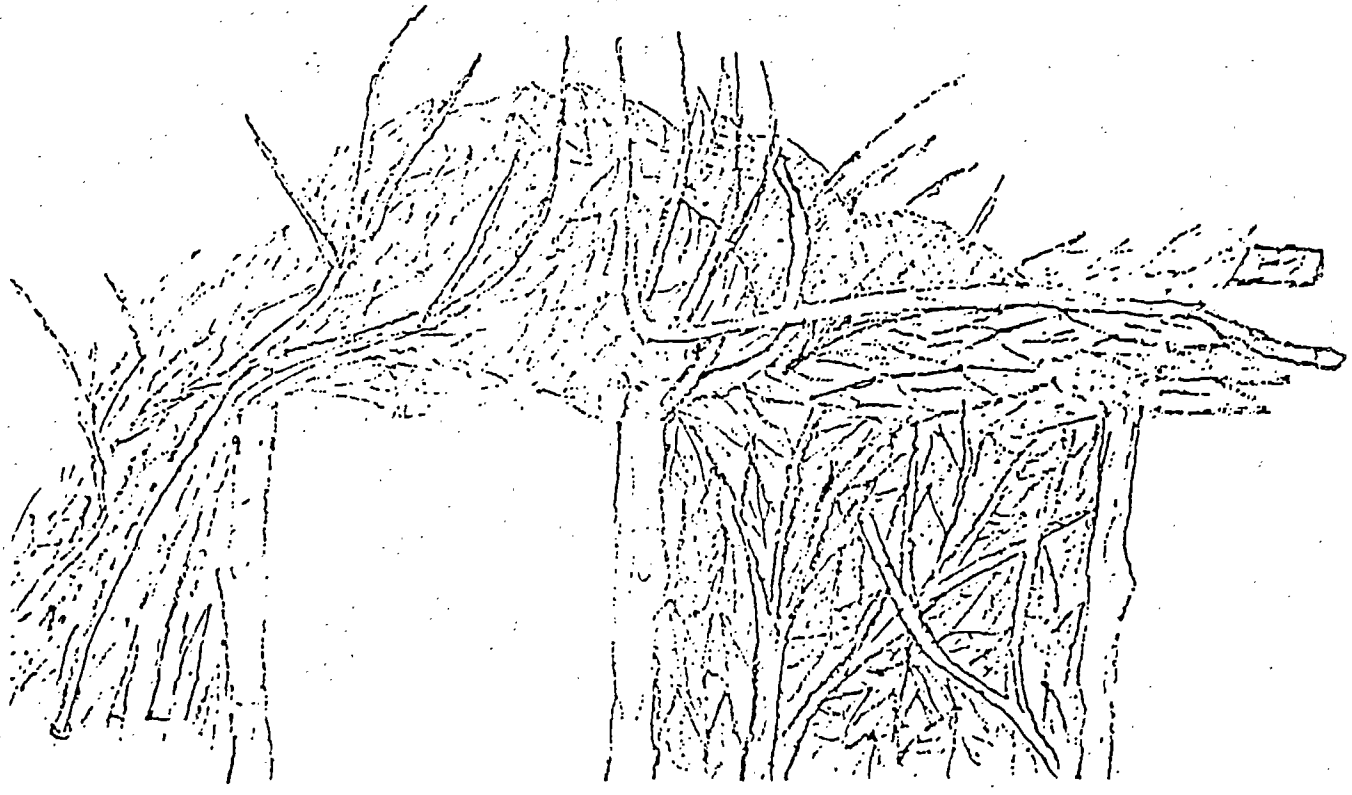
PRATIQUES SANITAIRES TRADITIONNELLES

ADOLESCENTE VETUE DE SOIE ET COUVERTE DE FLEURS
LORS DE LA CEREMONIE ORGANISEE AU MOMENT DE LA PUBERTE

FEMME ENCEINTE DE SEPT MOIS RECEVANT DE LA SOIE, DE L'OR
ET D'AUTRES OFFRANDES LORS D'UNE CEREMONIE SPECIALE

CI-DESSUS : MEMBRES DE LA TRIBU "JENU KURUBA" DEVANT UNE HUTTE
FAITE DE BRANCHES ET DE FEUILLES OU UNE JEUNE FILLE
EST TENUE DE S'ISOLER LORSQU'ELLE DEVIENT NUBILE

CI-DESSOUS : ESQUISSE DE LA HUTTE



## ANNEXE 3

GLOSSAIRE

| | |
|---|---|
| Anganwadi : | Crèche |
| Charka : | Rouet |
| Chula : | Four |
| Cowdung : | Bouse de vache |
| Copra : | Amande de coco séchée |
| Dai : | Sage-femme |
| Deepas : | Lampes à huile |
| Dhanya : | Condiments |
| Galagae : | Grenier à riz fait de nattes de bambou |
| Ganaja : | Grenier à céréales |
| Hundis : | Pots |
| Hurli : | Variété de soja |
| Jaggery : | Jaggeri (Edulcorant à base de sucre de canne) |
| Jeera : | Graines de cumin |
| Kashaya : | Boisson amère |
| Khadi : | Etoffe grossière fabriquée sur un métier à tisser en utilisant du coton ou de la soie filé à la main |
| Kesari : | Safran (Crocus Sativus) |
| Kolke Gaddae : | Terres humides |
| Kumbharas : | Potiers |
| Kum kum : | Poudre rouge utilisée sur le front des femmes |
| Madiwala : | Lavandière |
| Mahila Mandals : | Organisations de femmes |
| Mehndi : | Teinture (Lawsonisinermis) |
| Mela : | Foire |
| Mudi Kattadu : | Empaquetage des céréales ou des légumineuses dans du foin |
| Menthi : | Fenugrec |
| Neem : | Margousier (Azatirachta Indica) |
| Posa : | Animal "adopté" |
| Pooja : | Pûjâ (Rituel religieux) |
| Pori : | Riz gonflé |
| Ragi : | Petit mil (Elusinacoracana) |
| Ringaal : | Sorte d'herbe |
| Shandy : | Marché traditionnel |
| Shika : | Noix du savonnier |
| Taluk : | Circonscription |
| Tamarind | Tamarin |
| Thirrikattu Ganaja | Grenier à riz fait avec des cordages |
| Turmeric : | Curcuma Longa L |
| Urud : | Haricot mungo |

# ANNEXE 4

## ETUDE PORTANT SUR LE KUMAON

**Production industrielle, problèmes de commercialisation et solutions**

### 1. INDUSTRIE LAINIERE

Produits : couvertures, châles, tapis, sweaters

Ce sont les activités industrielles traditionnelles des femmes bhotias et leur principale occupation. Un certain nombre de femmes qui font des travaux agricoles souhaiteraient se mettre à la fabrication de ces produits, à titre d'activité complémentaire (cf. village de Kheerakot ci-après).

PROBLEMES

Manque de matières premières à des prix abordables :

Autrefois, les Bhotias se procuraient de la laine brute au Tibet, mais la fermeture de la frontière a tari cette source d'approvisionnement. Le Népal en est une autre, mais la laine y est chère et disponible en faible quantité en raison de droits de douane élevés et d'autres restrictions commerciales. La laine disponible sur place est peu abondante et coûteuse.

Manque de liquidités et manque d'espace pour acheter la laine en gros et constituer un stock suffisant de matières premières et de produits finis afin de répondre immédiatement à la demande.

Manque d'installations de cardage : il n'y a qu'une machine à carder dans toute la région ; elle n'est pas dans le village et n'est disponible que deux jours par mois.

Pénurie de teintures de bonne qualité : les teintures utilisées ne sont pas grand teint et l'équipement est inadéquat.

Manque d'installations de filage et de tissage.

Manque d'espace commercial : les produits sont actuellement vendus à domicile, faute de magasin.

RECOMMANDATIONS

Il n'y a pas de solution immédiate au problème de l'approvisionnement en matières premières. On ne peut augmenter l'offre de laine brute disponible sur place en développant l'élevage des moutons faute de fourrage. Il serait toutefois envisageable d'utiliser de la laine angora, produit de grande valeur pour lequel il existe une demande et qui pourrait procurer un revenu suffisant pour s'avérer rentable. En vue de remédier à ces divers problèmes, il est proposé de créer une petite unité de production et de commercialisation à Kausani, qui serait gérée par les femmes elles-mêmes. L'unité serait dotée des moyens nécessaires pour mener les activités ci-après :

- achat en gros et stockage de laine brute
- filage, tissage et cardage
- teinture
- entreposage et vente au public local et aux touristes de passage
- apprentissage de nouveaux motifs
- formation

2. INDUSTRIES DU LAIT ET DU KHOYA

Villages étudiés : Sialidhar, Deolikhan, région d'Almora

Produits : lait, khoya (gâteau au lait).

PROBLEMES

Manque de fourrage : les animaux domestiques sont très nombreux dans cette région : boeufs pour le labourage, buffles pour le lait, les engrais et l'urine, vaches pour la reproduction. Il s'ensuit un problème de surpâturage et, partant, une pénurie de fourrage. En outre, le rendement laitier est faible en raison de la mauvaise qualité du fourrage.

Manque d'installations vétérinaires : les centres vétérinaires existants sont éloignés des villages et, de ce fait, inaccessibles aux villageois.

Coût élevé du combustible : la fabrication du khoya à partir du lait est un processus lent qui consomme beaucoup de bois de chauffage, lequel est rare et très coûteux.

Activité épuisante et peu rémunératrice : la fabrication du khoya, qui demande de gros efforts physiques, incombe entièrement aux femmes. En revanche, la vente est surtout assurée par les hommes qui perçoivent le revenu. Les bénéfices que les femmes tirent de leur travail sont donc faibles, voire nuls.

Problèmes de commercialisation : le lait et le khoya ne se vendent pas à prix fixe ; les femmes qui les vendent directement et n'ont pas le temps de marchander pour obtenir un meilleur prix font de faibles bénéfices. Comme la commercialisation se fait sur une base individuelle, les acheteurs peuvent dans une large mesure imposer leurs conditions.

RECOMMANDATIONS

La sérieuse pénurie de fourrage est un problème majeur. La seule façon d'accroître la production laitière est donc d'augmenter le rendement, puisqu'il n'est pas possible d'avoir un cheptel plus nombreux. Pour améliorer l'approvisionnement en fourrage et accroître le rendement laitier, il faut informer la population locale des fourrages nouveaux et de meilleure qualité et l'aider à en planter sur les espaces disponibles, par exemple en bordure des champs, etc. Il existe des programmes gouvernementaux dans la région, qui visent à fournir ces renseignements et cette assistance mais ils ne semblent pas avoir touché les villageois. Un certain nombre d'organisations qui oeuvrent activement dans ce domaine pourraient servir de trait d'union avec les villageois de Sialidhar et de Deolikhan.

Pour faire face aux problèmes de commercialisation, les femmes de ces villages devraient être encouragées à former une coopérative de façon à vendre leur lait et leur khoya collectivement. Ainsi négociée, la vente de leurs produits pourrait leur rapporter de plus gros bénéfices qui resteraient entre leurs mains. De plus, on pourrait envisager d'aider les femmes à ouvrir leur propre magasin dans lequel elles pourraient vendre du bal-mittai, qui est fabriqué avec du khoya et qu'elles vendent actuellement à des marchands de sucreries. Il conviendrait d'examiner en détail ces deux propositions afin d'en déterminer la faisabilité.

Pour ce qui est du combustible, il faudrait étudier s'il existe d'autres solutions.

Pour que les animaux soient mieux soignés, il faut étudier la possibilité de rendre les centres de soins vétérinaires plus accessibles en les rapprochant des villages.

## 3. L'INDUSTRIE DU RINGAAL

Villages étudiés : Chauda, Khalpatta, Mikhila, Jhuni, Supi

Produits : daliya, doka (paniers), mosta (nattes), sup (vannerie), chatyur (parapluies).

Manque de place pour travailler et stocker : c'est un problème qui se pose en particulier pendant les moussons, lorsque les villageois sont confinés dans leur logis exigu.

Problèmes de commercialisation : comme il n'existe pas de magasin où les produits à base de ringaal peuvent être vendus, les villageoises les transportent de village en village, ce qui prend du temps, et est difficile et coûteux. Ces produits sont aussi vendus dans les foires. Là encore, leur transport pose des problèmes considérables aux villageoises ; même quand il y a des autobus, elles s'en voient souvent refuser l'accès par les chauffeurs ou les contrôleurs. D'autres difficultés les attendent à la foire : manque d'espace, installations qui laissent à désirer, tracasseries des chefs locaux qui cherchent à leur extorquer de l'argent.

### RECOMMANDATIONS

Le plus urgent est de planter du ringaal sur une grande échelle de façon à assurer un approvisionnement plus abondant et d'aider les villageois à protéger les plantations existantes en pratiquant une coupe organisée et scientifique. En sensibilisant la population au problème et en l'encourageant à replanter, on contribuera à assurer la repousse du ringaal dans les forêts en quantité suffisante.

En vue de faciliter la commercialisation, on peut envisager la possibilité d'ouvrir sur place un magasin où seraient vendus les produits à base de ringaal et d'autres produits de fabrication locale.

Actuellement, les produits de l'artisanat local ne sont pas exposés séparément dans les foires. Si les autorités locales pouvaient réserver un espace à la vente de ces produits, les artisans, notamment ceux qui travaillent le ringaal, en tireraient un avantage considérable. Un service d'autobus semblable à celui qui est assuré spécialement les jours de foire leur serait également très utile.

Les produits à base de ringaal sont surtout utilisés dans les champs et dans la vie quotidienne du village. Mais on pourrait aussi envisager la fabrication d'articles décoratifs qui seraient vendus aux touristes et aux personnes de passage.

## 4. CULTURE DU PIMENT ROUGE

Village étudié : Chauda

Produit : Piments rouges entiers

La culture des piments rouges incombe entièrement aux femmes, depuis les semailles jusqu'à la commercialisation finale du produit.

### PROBLEMES

Manque d'eau pour l'irrigation, en particulier celles des jeunes pousses.

Manque de pesticides et d'engrais.

Problèmes du séchage des piments : les piments sont en général mis à sécher sur les toits des maisons et, quand il pleut, un grand nombre d'entre eux s'abîment.

Commercialisation : elle pose un problème majeur car actuellement les femmes doivent parcourir de très longues distances. A pied, et parfois en autobus, elles vont de village en village en transportant de lourdes charges sur le dos. Le voyage de retour est aussi éprouvant car elles rapportent des sacs de riz obtenus en échange des piments.

### RECOMMANDATIONS

L'eau pose un problème majeur tant pour l'irrigation des piments qu'en tant que boisson. La source d'eau existante est éloignée et des dispositions doivent être prises pour alimenter le village en installant une canalisation et en construisant un réservoir.

Actuellement les femmes utilisent un pesticide chimique, le gamaxène, pour tuer les insectes qui détruisent leurs récoltes, mais elles n'en ont pas assez. Elles ne se servent pas d'engrais chimiques. Les pesticides comme les engrais peuvent leur être fournis localement en quantité suffisante. Mais il faut aussi déterminer dans quelle mesure les méthodes traditionnelles de lutte contre les animaux nuisibles peuvent être encouragées, notamment l'utilisation de la cendre, ainsi que la possibilité d'enrichir le fumier sous forme de gobar (bouse de vache) et de l'utiliser comme engrais.

En ce qui concerne le séchage des piments, on pourrait envisager d'utiliser un système de séchage artificiel sous abri, qui serait en même temps une aire d'entreposage.

Pour faciliter la commercialisation, il faut étudier des moyens d'aider les femmes à former une coopérative. Les piments, entiers ou en poudre, pourraient être commercialisés collectivement dans les magasins locaux pour que les femmes ne soient plus obligées de se déplacer de village en village comme elles le font actuellement. Il faudrait toutefois s'assurer qu'elles obtiennent un prix juste auprès des commerçants. Une autre éventualité consisterait à vendre les piments au magasin de femmes (Mahila Upbogta Bhandat) d'Almora, où elles auraient plus de chances de ne pas être exploitées.

## 5. RAMASSAGE DE PLANTES

Villages étudiés : Ladhauli, Kota, Kali Ghaspad

Produits : herbes, autres plantes médicinales, écorces de divers arbres, coques des noix, etc., jhula (sorte de champignon qui pousse sur le chêne), etc.

La collecte et la vente d'herbes et autres plantes est une activité traditionnelle dans le Kumaon. Outre les herbes, la médecine traditionnelle utilise les tiges, les racines et les écorces de plantes et d'arbres divers pour leurs propriétés curatives. Cette industrie est contrôlée par le gouvernement et par des organismes locaux mais, en raison d'une surexploitation, un grand nombre d'herbes et de plantes sont en voie de disparition.

### PROBLEMES

Diminution de la quantité d'herbes/de plantes : les femmes doivent aller loin dans la forêt et passer des heures à chercher des arbres et des plantes qui sont de plus en plus rares.

Problème des intermédiaires et faibles bénéfices : les femmes vendent les plantes qu'elles ramassent à des intermédiaires qui, à leur tour, les revendent à l'organisme local. Les femmes touchent une somme très faible (3 à 5 roupies par kilo), qui n'est pas à la mesure de leur travail ni du temps qu'elles y ont consacré.

Brimades des gardes forestiers : quand leurs employeurs n'ont pas obtenu de permis auprès du Département des forêts, les femmes doivent travailler illégalement et sont souvent obligées de soudoyer les gardes forestiers.

### RECOMMANDATIONS

Il faut aider les femmes à constituer un sangathan, ce qui empêcherait employeurs et intermédiaires de les exploiter et, si besoin est, leur permettrait de vendre leur cueillette directement à l'organisme local.

Il faut aussi les informer et les inciter à faire pousser des herbes et autres plantes sur les terres en friches ou en bordure de leurs champs. Elles doivent apprendre à connaître le marché et les prix des différentes variétés, ainsi que les sols et les conditions climatiques favorables aux diverses espèces d'herbes et de plantes. Cela contribuerait aussi à assurer l'approvisionnement à long terme.

La situation économique des femmes est très mauvaise et leurs conditions de vie extrêmement difficiles. Il faut leur fournir des services de base tels que l'approvisionnement en eau potable et leur permettre de trouver une activité génératrice de revenus qui leur assurerait un revenu durable, les terres qu'elles travaillent étant très pauvres.

## 6. FABRICATION DE NATTES

Région étudiée : Sitarganj

Produit : Nattes en fibre végétale (Pheena)

Bien que le groupe considéré habite le district de Nainital, il a été inclus dans l'étude parce que la fabrication de nattes est une industrie traditionnelle qui emploie surtout des femmes. Ces femmes sont originaires du Bengale et elles se

sont installées avec leurs familles dans la région il y a une trentaine d'années. Les nattes, fabriquées avec des plantes herbacées trouvées dans les forêts (paret grass), servent de tapis à la population qui s'asseoit sur le sol.

PROBLEMES

Manque de matières premières : les femmes se trouvent confrontées aux mêmes problèmes que les artisans qui travaillent le ringaal car les herbes qu'elles utilisent ne poussent plus à proximité des villages et elles doivent parcourir des distances de 20 à 80 km dans la forêt pour en trouver.

Coût de transport élevé pour rapporter l'herbe de la forêt jusqu'au village.

Problèmes de commercialisation : la vente n'étant pas organisée, les femmes écoulent leur marchandise au prix qu'on leur propose.

RECOMMANDATIONS

Il faut étudier la possibilité d'aider les femmes à faire des plantations plus près des villages.

Il faut aussi déterminer si le transport de la cueillette pourrait être fait collectivement et si ce système serait plus économique. Comme le terrain est plat, un char à boeufs, moins cher qu'un véhicule motorisé, serait peut-être une bonne solution.

On peut aussi envisager de commercialiser le produit sur place dans un magasin.

Autres produits traditionnels :

Balais, ficelles, cordes, filets, chatyur (parapluies), doka (paniers).

Les villageois fabriquent traditionnellement ces articles de la vie quotidienne pour leur usage personnel. Ils utilisent des matériaux disponibles sur place tels que les herbes sauvages et les fibres de plantes et d'arbres divers. Bien que certains des villages les plus éloignés continuent à fabriquer ces articles en quantité suffisante pour répondre à leurs besoins, de nombreux autres, plus proches des marchés locaux, les achètent. Ainsi, les villageois achètent des balais bon marché au bazar, plutôt que d'aller à la recherche des herbes locales (babil grass), peu abondantes, qui servent à leur fabircation. De même, les ficelles en nylon et les feuilles de plastique remplacent de plus en plus les ficelles traditionnelles en fibre et les chatyur (parapluies) en fibres de ringaad.

Cette substitution s'explique en partie par des raisons fonctionnelles - plus grande solidité des ficelles en nylon - et en partie par l'évolution des goûts et des conditions de vie à mesure que l'influence des marchés des villes et de leurs produits se fait sentir dans les villages. Toutefois, les produits traditionnels sont encore fabriqués et utilisés dans de nombreux villages, activité qu'il faut encourager dans toute la mesure du possible. Par exemple, la fabrication artisanale des cordes est très longue et l'utilisation d'une machine actionnée à la main la rendrait beaucoup moins pénible. Il ne faut pas non plus perdre de vue les effets nuisibles éventuels, telle la pollution, que pourrait avoir l'utilisation croissante de produits en plastique et en nylon.